

N° 10/2017

*recherches &
documents*

novembre 2017

Global Hezbollah

Un exemple de mobilisation diasporique

JEAN-LUC MARRET *Maître de recherche, Fondation pour la recherche stratégique*

Édité et diffusé par la Fondation pour la Recherche Stratégique
4 bis rue des Pâtures – 75016 PARIS

ISSN : 1966-5156
ISBN : 978-2-490100-03-3
EAN : 9782490100033

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
IDENTITÉ CHIITE LIBANAISE (ET INFLUENCE IRANIENNE)	8
DÉMOGRAPHIES DU CHIISME (ET DU HEZBOLLAH)	13
Pour prendre un exemple européen, en Allemagne,	28
LA COMPLEXITÉ DES SOUTIENS FINANCIERS DU HEZBOLLAH	29
HEZBOLLAH ET SOLIDARITÉS INTERNATIONALES.....	33
CONCLUSION : HYBRIDATIONS DIASPORIQUES ET ÉVOLUTIONS DES MOBILISATIONS	36

Introduction

Le Hezbollah a essentiellement été visible ces derniers mois par ses actions dans le conflit syrien aux côtés du régime d'Assad, des troupes iraniennes et en arrière-plan, des forces russes. Ainsi, à titre d'exemple, en août 2017, la reprise du *jurd* d'Ersal, une zone libano-syrienne contrôlée par des éléments associés à l'ex-front al-Nosra¹, lui a permis de conforter et d'héroïser une fois de plus sa prééminence politico-tactique locale.

Pour autant, le soutien irano-hezbollahi aux rebelles houthis² et le lancement d'un missile iranien dérivé de technologies Scud³ depuis le Yémen, en novembre 2017, ont sérieusement polarisé les dissensions entre puissances régionales – au premier chef entre l'Arabie saoudite et l'Iran. La démission du Premier ministre Hariri, ses conditions mêmes⁴, soulignent combien le rôle du Hezbollah, à la fois localement (pour le Liban) et globalement, est important.

Enfin, l'arrestation il y a quelques semaines en Afrique de l'ouest, d'un membre bien connu supposé du Hezbollah et financeur important, montre combien cette organisation politique a de facettes et de soutiens.

Dans ce contexte « riche », quel que soit l'angle considéré, l'étude d'une organisation aussi diverse que le Hezbollah, à la fois profondément enracinée dans une réalité locale, mais acteur de la globalisation (en particulier via sa dissémination parmi les diasporas et communautés libanaises et chiites à travers le monde), exige modestie et à coup sûr une approche interdisciplinaire ouverte et pragmatique⁵. Chaque approche épistémique paraît en effet à la fois avoir des avantages propres et des limites :

- ❖ Ainsi, une approche type « aire culturelle », légitime sur plusieurs aspects du sujet, mésestimera par définition l'évaluation du potentiel militaire ou de communication, les flux d'approvisionnement, les aspects de formation, voire la sociologie des militants opérationnels, l'analyse des pratiques de financement, de l'adaptabilité de ses réseaux au regard des législations des pays d'accueil, ou l'évaluation prospective du système stratégique dans lequel le Hezbollah est inséré – entre dépendance/autonomie vis-à-vis de la Syrie ou de l'Iran, opposition frontale à Israël et régionalisation de son influence dans les zones chiites du Moyen-Orient.
- ❖ De son côté, une approche du type « études de sécurité » ignorera *a priori* nombre d'éléments plus structurels, par exemple les tensions qu'il peut y avoir entre une

¹ <http://www.afrique-asie.fr/hezbollah-les-trois-lecons-de-la-bataille-du-jurd-de-ersal/>

² <https://www.lorientlejour.com/article/1084313/le-hezbollah-au-yemen-mythe-ou-realite-.html>

³ <http://www.saba.ye/ar/news455345.htm>

⁴ https://www.liveleak.com/view?i=a30_1510524026

⁵ Cette note repose sur une étude réactualisée et effectuée pour un client public français. Conformément à l'usage, nous avons respecté ici les transcriptions de l'arabe utilisées par les auteurs cités. Pour l'étude elle-même, nous avons utilisé le système adopté par la source, sauf lorsque le nom était référencé plusieurs fois dans notre texte (translittération en vigueur dans le pays considéré).

certaine loyauté envers l'État libanais ou une société locale d'accueil et l'adhésion à la notion de *wali al-faqih* de l'Ayatollah Khomeini.

De plus, sauf à s'entourer de précautions méthodologiques quant à l'origine des sources, la possibilité d'utiliser des données à des fins par trop démonstratives est un inconvénient fréquent. À titre d'exemple, beaucoup d'études font ainsi la confusion pour décrire l'arsenal du Hezbollah entre « roquette » (balistique passive) et « missile » (guidage) ou encore « spectacularisent », quand elles ne surestiment pas systématiquement les possibilités militaires réelles du Parti de Dieu, en particulier en vertu du label de « terrorisme ». Ces études, fréquemment israéliennes ou américaines, paraissent de surcroît beaucoup plus nombreuses que les expertises apologétiques.

Ainsi, le Hezbollah n'étant pas un parti politique occidental, mais un parti politique libanais, avec une production symbolique religieuse, une branche armée et certains éléments clandestins, la notion même d'organisation et d'adhésion est complexe et imprécise. Ceci n'est pas indifférent, car de nombreuses sources ouvertes qualifient parfois tel ou tel individu ou telle ou telle action du label « Hezbollah », ce qui à l'examen est souvent simplificateur, voire caricatural à dessein ou par naïveté.

*

L'analyse des représentations du Hezbollah dans quelques monographies récentes, souvent d'origine libanaise, montre la difficulté – l'impossibilité ? – d'avoir une unanimité. L'évolution progressive du Hezbollah, mouvement de résistance islamique en 1985, vers un terrain plus politique dans les années 1990, est ainsi toujours un processus en questionnement⁶. On verra le Hezbollah comme partie essentielle d'un ensemble plus ambitieux d'acteurs et d'intérêts qui dessine tout le Moyen-Orient, on soulignera certaines contradictions entre ses idéaux et ses pratiques, ou on adoptera une approche plus « micro » et on verra cette organisation comme productrice de biens publics collectifs ou de programmes sociaux⁷. Toute ces approches méritent et doivent être prises en compte, mais dans la pleine conscience de leurs limites, voire, parfois, de leurs biais. Ainsi, on notera que certains chercheurs ou organisations ou instituts fournissent de l'information ou des analyses souvent peu crédibles. Ceci n'est pas sans conséquence dans la mesure où ces « expertises », souvent en anglais, sont systématiquement reprises par les médias internationaux, contribuant ainsi à légitimer une information biaisée au départ. Les discours d'expertise ou les recherches sur le Hezbollah procèdent parfois du pur lobbying.

*

⁶ Voir ainsi de manière classique (liste non exhaustive) : Amal Saad-Ghorayeb, *Hizbu'allah: Politics and religion*, Londres, Pluto Press, 2002 ; Judith Palmer-Harik, *Hezbollah: The challenging face of terrorism*, Londres, I. B. Tauris, 2004 ; Ahmad Nizar Hamzeh, *In the path of Hizbullah*, Syracuse, NY, Syracuse University Press, 2004 ; Joseph Elie Alagha, *The shifts in Hizbullah's ideology: religious ideology, political ideology, and political program*, Leiden, Amsterdam University Press, 2006, etc.

⁷ À titre d'exemple, parmi un très grand nombre de travaux : Lara Deeb, *An enchanted modern: Gender and public piety in Shi'I Lebanon*, Princeton, NJ: Princeton University Press, 2006 ; S. T. Flanigan et M. Abdel-Samad, « Hezbollah's social Jihad: Nonprofit as resistance organizations », *Middle East Policy*, vol. XVI, n.2 été 2009, pp. 122 et suiv.

Pour autant, en complément aux deux approches et gammes de travaux décrits ci-dessus, l'étude des soutiens réels ou symboliques du Hezbollah à travers le monde, doit permettre de répondre à des thèmes précis :

- ⇒ Évaluer (qualitativement et quantitativement) les caractéristiques des formes locales de chiisme à travers le monde, et sous-catégorie, les réseaux localisés du Hezbollah ou les sociétés (par exemple au Sénégal, au Niger, en Côte d'Ivoire, mais aussi dans les grandes villes du Canada, comme Toronto, ou américaines comme Washington, Philadelphie ou Detroit) dans lesquelles évoluent le Hezbollah et ses sympathisants ;
- ⇒ Évaluer l'influence du facteur diasporique et les altérations intergénérationnelles de la solidarité ;
- ⇒ Comprendre le poids et le rôle des acteurs non-chiites libanais ou chiites non-libanais de soutiens ;
- ⇒ Saisir la réalité des formes possibles de soutien (militantisme actif, voire violent, militantismes passifs, partisans, sympathisants, voire (à ne pas mésestimer) les soutiens ignorés par ceux qui les produisent) ;
- ⇒ Appréhender les caractéristiques des flux financiers de soutien légaux ou non, la typologie des circuits ou des acteurs de financement⁸, entre initiatives illégales de micro-financement (par exemple commerce illicite de cigarettes/contrefaçons aux États-Unis – Réseau Hammoud, 2003)⁹, techniques bancaires plus ou moins formelles ou informelles (*Hawala*) complexes, via des paradis fiscaux, ou des pays proches ou des zones permissives (Sahara/ Afrique subsaharienne, Amérique latine¹⁰, ses régimes amis (Venezuela)¹¹ et sa « tri-border area » – TBA¹², etc.).

Ainsi, la pratique du *Khoms* (littéralement 1/5^{ème}), est un terme légal-théologique chiite, fondé sur la sourate *Al-Anfal*, qui s'applique sur les profits nets commerciaux essentiellement, mais aussi les butins de guerre et le cheptel (*ghanima*). Tandis que la Zakat – ou aumône – est un pilier obligatoire de l'islam, *Khoms* désigne essentiellement une taxe qui s'applique à des activités sur lesquelles il existe une divergence

⁸ Martin Rudner, « Hizbullah Terrorism Finance: Fund-Raising and Money-Laundering », *Studies in Conflict & Terrorism*, Volume 33, Issue 8 August 2010 , pp. 700-715.

⁹ Mohammed Hammoud fut ainsi condamné en février 2003 pour avoir organisé depuis la Caroline du nord, un trafic de cigarettes et pour avoir tenté d'acheter pour le compte du Hezbollah de la technologie de géolocalisation, d'amplification de lumière et autres « advanced aircraft-analysis software » (J. Goldberg, « In the party of God: Hezbollah sets up operations in south America and in the United States », *New Yorker*, 28 octobre 2002 ; *Washington Post*, 22 juin 2002, « N.C. man convicted of aiding Hezbollah: Cigarette smuggling said to fund terror », etc.).

¹⁰ Howard Vincent Meehan, *Terrorism, Diasporas, and Permissive threat Environments. A Study of Hezbollah's Fundraising Operations in Paraguay and Ecuador*, Naval Postgraduate School, 2004.

¹¹ En 2008, le Département américain du Trésor a ainsi ajouté deux citoyens vénézuéliens, d'origine libanaise, à sa liste intitulée : « Specially Designated Global Terrorists », en raison de leur soutien financier au Parti de Dieu (http://www.longwarjournal.org/archives/2008/06/us_designates_two_he.php#ixzz1GCpjwZJA). Voir aussi la thèse, datant d'avril 2010, de S.V. Pickell, *Hezbollah and Hugo Chavez: Radical Islam's Western Foothold*, Université du Dakota.

¹² www.loc.gov/rr/frd/pdf-files/TerrOrgCrime_TBA.pdf

d'appréciation entre le sunnisme (butins de guerre) et le chiisme (taxation annuelle sur la richesse totale et/ou le profit net). Certaines analyses, en se concentrant uniquement sur les aspects financiers illégaux, mettent volontairement de côté des soutiens légitimes issus des diasporas chiito-libanaises qui non seulement existent, mais semblent de loin les plus importants.

Identité chiite libanaise (et influence iranienne)

Une des questions classiques touchant le chiisme au Proche-Orient est celle des solidarités exprimées : le chiisme s'exprime-t-il dans des loyautés liées à l'État-nation (i.e. locale) ou à des formes plus transnationales ? De fait, l'« identité chiite » a souvent été façonnée par certains griefs – sans parler de celle fondamentale et initiale de la mort d'Hussein. Ainsi, sous l'empire Ottoman, les chiites étaient plutôt vus avec suspicion (comme fondamentalement proches des perses)¹³, au point que les zones reculées où ils vivaient, par exemple au Liban, étaient le plus souvent sous-développées ou laissées de côté. D'une certaine manière, la colonisation française reprit cette attitude, pour des raisons politiques, historiques (et religieuses), mais aussi démographiques – la population chrétienne au Liban étant au début du XX^e siècle relativement plus importante qu'aujourd'hui. Ce mélange de marginalité politique dans l'époque et d'élimination forcée de certains de leurs imams, a peut-être entraîné chez les chiites une certaine « victimisation » de l'Histoire chiite, ou l'expression de griefs réguliers, pour faire (très) simple. Le Mandat français en Syrie et au Liban reprit peu ou prou la politique ottomane, mais pour des raisons différentes : il s'agissait de faire des chiites libanais une population spécifique « a-libanais » en quelque sorte, ceci afin de travailler à un équilibre chrétiens-sunnites. Un des corollaires fut d'ailleurs l'octroi régulier de droits spécifiques aux chiites, « communauté déviante » ou « communauté des défavorisés » (*mahrumin*). La question de l'allégeance des chiites à l'État libanais ne date pas d'ailleurs de l'existence du Hezbollah. Le Mandat français, pour former un pôle démographique et politique face au nationalisme arabe, essentiellement sunnite, élaborait par exemple un corps de travaux ethnographiques soulignant les spécificités chiites et « prouvant » leur origine ethnique en Perse ou chez les Kurdes.

En Irak, plutôt à l'inverse, la défaite en 1923 du mouvement indépendantiste conduit par les dirigeants religieux chiites a favorisé l'émergence d'une illusion, voire d'une fiction : l'existence d'un État-nation importé et imposé par la présence anglaise et fondé sur la « modernité » et le sécularisme. Cette révolution échouée de 1923 fut même reconstruite et présentée comme une première tentative du nationalisme arabe, laissant de côté qu'elle avait été dirigée par un ayatollah iranien¹⁴.

Les travaux académiques sur le chiisme au Liban ont été très nombreux. Les études semblent d'abord s'être intéressées à la personne et aux activités de Musa Sadr et sur l'atmosphère politique au Liban dans les années 1950 et 1960¹⁵. La communauté chiite

¹³ M. Litvak, *Shi'i scholars of the nineteenth-century Iraq : the 'ulama' of Najaf and Karbala*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 118.

¹⁴ P.-J. Luizard, *La question irakienne*, Paris, Fayard, 2002.

¹⁵ M. Halawi, *A Lebanon field: Musa Sadr and the Shi'a community*, Boulder, Westview Press, 1992 ; F. Ajami, « Imam Musa Sadr » dans S.H. Nasr, H. Dabashi et S. Vali reza Nasr, *Expectation of the millenium : Shi'ism in*

libanaise a été essentiellement vue comme un acteur secondaire de l'indépendance du pays en 1943 (essentiellement un projet chrétien-sunnite). De son côté, le nationalisme libanais a systématiquement été associé aux chrétiens, quand le nationalisme arabe l'était avec les sunnites. Dit autrement, tandis que Beyrouth ou le Mont du Liban étaient perçus comme centraux dans la construction historique du Liban, la région du sud-Liban (*Jabal'Amil ou al-Biqā'*), peuplée de chiites, fut considérée comme marginale, ce qui laissa de l'espace, peu ou prou, pour la création d'un discours infranational centré sur le Liban-sud¹⁶. De fait, on notera en passant que de nombreux stéréotypes associent la pauvreté et le déclassement social aux chiites au Liban. Exemple : « Il était une fois un homme chiite et une femme chiite. Maintenant, ils sont des millions », ou encore l'art africain (issus d'Afrique de l'Ouest, NB) dans des villas un peu clinquantes associées à la fameuse BMW modèle 316 qui formeraient la panoplie d'une famille typique de la classe moyenne chiite pro-Hezbollah... Communauté marginalisée et plutôt dénigrée, le chiisme est pourtant devenu central au Liban.

Il semble qu'au lendemain de la formation du Liban en 1921, la revendication chiite, véritable politique de demande (*matlabbyia*) s'est essentiellement concrétisée autour de la *zu'ama* ou de l'agitation communiste. Les *zu'ama* étaient un système de patronage organisé par les riches familles chiites féodales qui fonctionnait comme une intermédiation entre l'État libanais et les populations chiites. De son côté, l'agitation des communistes chiites s'incarnait dans un mouvement de sécularisation qui prétendait transcender ou dépasser les féodalismes et les *zu'amas*. Le positionnement du leader druze Kamal Joublatt procède de ce corpus théorique national-progressiste. Ces deux types de structuration concurrencèrent l'action de Sayyid Musa Sadr jusqu'à l'effondrement du pays avec la guerre civile en 1975. Plus largement, l'émergence de personnalités chiites libanaises (Sadr, Fadlallah, etc.), ayant favorisé à terme, l'essor d'une organisation politique des libanais chiites, est peut-être un précédent pour d'autres pays aujourd'hui. Après tout, la *chiisation* de certains pays en Afrique – un grand mot pour un mouvement de faible ampleur – se cristallise aujourd'hui aussi autour de personnalités formées en Syrie, en Irak ou en Iran.

La diplomatie du régime iranien pré-khomeyniste à l'égard du Liban et de ses chiites fut certainement contradictoire. Les relations du régime iranien avec Camille Chamoun, le président du Liban de 1952 à 1958, furent excellentes, tandis que dans le même temps, Téhéran soutenait financièrement les chiites libanais. Au demeurant, cette assistance était souvent fournie à la demande de Musa Sadr, et passait par les structures religieuses de Qom, étroitement surveillées par la Savak. Dans les années 1970, et particulièrement pendant la guerre du Kippour, Sadr contourna régulièrement le Chah, pour s'adresser directement aux autorités religieuses de Qom et encore afin de dénoncer le soutien iranien à Israël et d'obtenir un appui. La relocation de combattants de l'OLP au Liban et l'arrivée au Liban d'un membre important de l'opposition au Chah, Mustafa Chamran, pour faire court un islamiste formé aux États-Unis, modifièrent quelque peu l'attitude de Téhéran, d'autant plus que certains chiites étaient entraînés dans les installations palestiniennes au Liban. Téhéran demanda régulièrement – entre 1971 et 1979 – que

History, NY, SUNY Press, 1989; R.A. Norton, *Amal and the shi'a: Struggle for the soul of Lebanon*, Austin, University of Texas Press, 1987, etc.

¹⁶ R. Shaery-Eisenlohr, *Constructing lebanese shi'ite nationalism : transnationalism, shi'ism, and the Lebanese state*, PhD dissertation, Chicago, août 2005.

l'opposition iranienne au Liban soit extradée, ce que le gouvernement libanais ne put jamais faire en raison de son impossibilité à contrôler son territoire dans son entier.

Le plus important réseau transnational chiite avant 1979 fut composé des membres du Mouvement de libération iranien (MLI) à l'étranger, anti-Chah, de Musa Sadr et du parti AMAL¹⁷. Outre Chamran, qui était aussi très impliqué dans la vie chiite locale, les opposants iraniens commencèrent à développer de nombreux liens avec les chiites autour de Musa Sadr et d'AMAL, qui pour rappel était le bras armé de l'Harakat al-Mahrumin contrôlé par Sadr. Il y avait toutefois d'autres groupes anti-Chah et personnalités islamistes qui contribuèrent grandement à la naissance du Hezbollah, après la révolution Khomeyniste – Mohammed Montaseri, Jalal al-Din Farsi ou Ali Akbar Mohtashami, proches de Khomeini.

Dans ce contexte, au-delà de l'impact de l'invasion israélienne de 1982 sur la création du Hezbollah, l'évolution d'AMAL en deux directions – « séculariste » et l'évolution des mécontents de cette tendance en AMAL al-Islami, est aussi un facteur explicatif du surgissement du Hezbollah.

Fruit d'une longue évolution entamée dans les années 1960, le revivalisme islamique chiite s'explique aussi par les liens et l'activité régulière de l'opposition politique religieuse au Chah à l'étranger et en particulier au Liban.

La troisième raison explicative de la naissance ou, plus précisément de la formalisation du Hezbollah, est certainement l'idéologie expansionniste de la révolution iranienne. Cet aspect est intéressant, car peu ou prou observable aujourd'hui encore dans d'autres zones (en Afrique en particulier). Ainsi, le Hezbollah est à la fois le fruit de cet expansionnisme et désormais, l'un des vecteurs, mais avec des éléments d'autonomisation. Si l'on poursuit l'analogie, les actions iraniennes au Liban dans les années 1970 et 1980 (avant et après la révolution khomeyniste) pourraient bien être le précurseur de l'activisme iranien et du Hezbollah actuel.

Il est avéré que des combattants d'AMAL (600 ?) combattirent du côté iranien pendant la guerre Iran-Irak. Opportunisme ? Tactique ou sincérité ? L'émergence du Hezbollah s'accompagna d'une renationalisation d'AMAL en mouvement national (Harakka wataniyya) qui présenta dès lors, peu ou prou, le Hezbollah comme un parti frère, mais de l'étranger. L'envoi de combattants volontaires iraniens à partir de 1982 (positionnés à Baalbek, via la Syrie) fut moins un tournant, qu'un développement de la situation précédente et, possiblement un changement générationnel (disparition des membres importants du MLI). Ce geste fut sans doute le plus visible, mais il accompagna une action de plus long terme qui elle aussi, en raison de son succès, mérite un examen comme précurseur de l'action iranienne dans le reste du monde aujourd'hui : l'action culturelle.

L'action socioculturelle iranienne à partir des années 1980 contribua à diffuser et à légitimer localement l'idée d'une solidarité transnationale chiite, en particulier par le recours à une interprétation historique dans ce sens, et dans la promotion de la culture et de la langue perse. Faisant cela, l'Iran favorisa aussi l'émergence de militants et

¹⁷ Ali Rahnama, *An Islamic utopian: A political biography of Ali Shariati*, Londres, I. B. Tauris, 1998.

sympathisants libanais favorables à l'Iran. Quelques structures implantées au Liban eurent et ont encore, pour certaines, un rôle appréciable en la matière :

- ❖ Le *Centre culturel islamique* (CCI) iranien à Beyrouth (qui devint indépendant administrativement du MAE iranien en 1987) eut officiellement pour rôle de présenter l'Iran au public libanais, de promouvoir l'enseignement du farsi dans l'ensemble du Liban, d'organiser des conférences et de diffuser des publications sur le chiisme et la révolution khomeyniste, y compris artistiques (films en particulier). Les populations visées étaient à la fois académiques/intellectuelles et le public élargi/classe moyenne. Ceci est observable dans certaines actions iraniennes de diffusion du chiisme au Maghreb ou en Afrique du nord (cf. Corps de l'étude aux parties correspondantes)¹⁸. Le centre invita aussi régulièrement des personnalités prérévolutionnaires ou leurs proches ayant des accointances transnationales au Liban¹⁹. Son activisme fut spécifiquement chiite en zone chiite et « musulmane » en zone non-chiite. Le CCI contribua aussi à l'ouverture de nouvelles structures au Liban. Par exemple, la fondation Ahl al (ou ul-) Bayt, que nous retrouvons comme élément décisif dans la chiisation en Afrique. La fondation al-Bayt (Al-Majma al-alami li-ahl al-bayt) fut fondée en 1990 par l'Ayatollah Khomeini avec les missions suivantes :
 - La subordination de tous les chiites sous l'autorité de Khomeini,
 - Le renforcement des liens entre l'Iran et les communautés chiites à travers le monde, ainsi que leur politisation selon les valeurs de la révolution khomeyniste (*marja*);
 - La création d'un centre institutionnel pour les chiites du monde entier.

Les organisations financées par l'Iran au Liban adoptèrent une logique assez semblable. Les réseaux à travers le chiisme libanais (*Marja*) permirent de renforcer leur position face à l'État libanais, par exemple via la production et la diffusion d'expertise « amie ».

- ❖ Ainsi, le *Centre Consultatif pour les études et la Documentation* (al-Makaz al-istishari lil-dirasat wa-al-tawthiq), et qui fut créé en 1988, en est le parfait exemple -- un pôle de référence sur le chiisme au Liban et producteurs de sondages/études sociologiques, composé de membres du Hezbollah.
- ❖ L'ONG *Al-Amiliyya* est la meilleure école chiite de Beyrouth. Créée en 1929, en réponse aux discriminations socio-économiques au Liban, elle a formé des générations de l'élite chiite libanaise, mais échoué régulièrement dans les années 1960 ou 1970 par exemple à promouvoir le farsi. En conséquence naturelle, l'Iran décida d'ouvrir en 1998 un réseau d'écoles « Al-shahid », en lien avec la fondation iranienne des Martyrs qui est, pour certains chercheurs, l'exemple le plus visible et impressionnant de la solidarité transnationale chiite.

¹⁸ Rappel : cette question est toutefois périphérique à l'objet de cette étude et n'a pas fait l'objet d'une prise en compte systématique.

¹⁹ Les éléments suivants sont tirés de l'excellente thèse de Roshanack, *Constructing Lebanese shi'ite nationalism : transnationalism, shi'ism, and the Lebanese state*, Chicago, Illinois, août 2005.

- ❖ La Fondation pour l'éducation religieuse islamique (Jamiyyat al-talim al-dini al-islami) fut créée en 1974 dans le but de renforcer l'enseignement religieux chiite dans les écoles libanaises. Auparavant, l'enseignement du chiisme était laissé à l'initiative - inorganisée- des enseignants chiites qui ne disposaient pas d'un corpus pédagogique unifié.
- ❖ La Fondation *al-Mabarrat* fut créée en 1977 par Fadlallah dans le but premier d'éduquer les orphelins des parents chiites morts durant la guerre civile. Au milieu des années 2000, 3000 étudiants étaient inscrits dans ces écoles implantées dans les zones chiites libanaises.
- ❖ Les centres éducatifs d'Amal, par contraste, sont un peu victimes de l'offre du Hezbollah et de l'Iran (effet d'éviction).

In fine, cette description sommaire du dispositif religieux, culturel et éducatif irano-libano-chiite, permet de saisir les extraordinaires développements et résultats pour le Liban. En tant que tel, comme un « gramscisme chiite », cela doit être pris en compte et extrapolé pour notre étude dans la mesure où nombre d'initiatives semblables peuvent être observées – y compris le recrutement et la formation de « formateurs de formateurs » ou dit autrement, de leaders ou référents politiques et religieux locaux – ainsi en Tunisie ou au Maroc, mais aussi au Sénégal ou en Côte d'Ivoire.

On ne reviendra pas ici sur les origines socio-économiques ou démographiques qui favorisèrent l'apparition du Hezbollah. De fait, une communauté religieuse marginalisée s'affirma progressivement durant le Mandat français²⁰ et se polarisa avec l'internationalisation de la révolution iranienne.

De même, l'origine factuelle du Hezbollah au-delà de la révolution iranienne, ne sera évoquée que brièvement ici : sans doute l'invasion israélienne du Liban en 1982 agit comme un détonateur. La Syrie autorisa l'Iran à déployer dans la vallée de la Bekaa quelques centaines de Pasdarans. Un facteur supplémentaire possible pourrait avoir été l'acceptation iranienne de vendre du pétrole à la Syrie à un prix très inférieur au marché²¹. Quoiqu'il en soit, la délégation iranienne, civilo-militaire, tira profit de religieux chiites libanais précédemment formés en Syrie, en Irak ou en Iran.

Par la suite, le fameux Manifeste du Hezbollah en 1985 fut le premier document politique important qui définit ses positions principales antisionistes et en faveur du départ d'Israël du Liban – qui était une réalité à cette époque.

Ses structures sont très diversifiées et pour être exhaustif, ne peuvent être représentées dans leur entier. Dans les faits, en-deçà des structures politiques les plus visibles, à la fois les structures sociales, éducatives, religieuses et militaires descendent à un niveau très local, si l'on en juge par exemple par les informations et cartes communiquées par l'armée israélienne après la guerre de 2006 sur les objectifs militaires du Hezbollah bombardés (entrepôts, garnison, etc.). C'est d'ailleurs classiquement une difficulté de compréhension et d'analyse du Hezbollah qu'on oublie parfois, spécialement à des fins de démonstration partisane : le Hezbollah est une organisation tellement enracinée dans

²⁰ M. DD. Weiss, *Institutionalizing sectarianism: Law, religious culture, and the remaking of shi'a Lebanon, 1920-1947*, thèse, Stanford University, 2007.

²¹ A. Saad-Ghorayeb, *Hizbullah: Politics religion*, Londres, Pluto Press, 2002, p. 18.

la société libanaise qu'on ne saurait pouvoir distinguer l'ensemble de ses structures. De surcroît, ses structures les plus sensibles de C3I, en particulier dans le quartier sud de Beyrouth sont étroitement surveillées et durcies, ce qui fait du Hezbollah, sur sa terre d'origine, une organisation à la fois insérée, redondante, et partant sanctuarisée. Ce dernier aspect est évidemment renforcé par les soutiens étatiques dont il dispose – Syrie et Iran en particulier. Pour rappel, la Syrie, dans sa composante assadiste, utilise en effet son territoire comme une profondeur stratégique en faveur du Hezbollah. Ceci est indéniablement, parmi les différentes raisons qui expliquent le soutien du Hezbollah libanais à Assad, une variable géopolitique/géographique de taille.

Démographies du chiisme (et du Hezbollah)

Il nous apparaît impossible de disposer de chiffres systématiquement fiables, et pour tous les pays, au sujet du chiisme. D'abord, certains pays ont une comptabilité de recensement inexistante. Ensuite, difficulté classique pour la définition de l'adhésion religieuse, comment, s'il est interrogé, un individu peut-il se dire chiite ? C'est affaire de perception autant que de pratique. Surévaluer ou sous-évaluer le nombre de chiïtes dans un pays est, enfin, une question qui peut être un enjeu politique sensible pour l'État considéré. Tous les chiffres donnés sur le sujet sont approximatifs et sont en réalité fondés sur des pourcentages évalués, quand ils ne confondent pas les différents chiïsmes. De même, il est intéressant, mais peu surprenant, de constater que les sites Internet sunnites donnent en général des chiffres inférieurs à ceux fournis par les sites chiïtes.

L'analyse des réseaux ou structures du Hezbollah à travers le monde, au demeurant, pose un défi supplémentaire :

- ❖ Certaines de ces structures sont par définition clandestines, au milieu d'une population chiïte peut-être inexistante (rare),
- ❖ Le Hezbollah étant essentiellement un mouvement libanais, il est considéré que ses réseaux et relais à travers le monde le sont peu ou prou. Au demeurant, ceci est observable pour d'autres organisations politiques violentes à substrat diasporique comme le PKK ou le LTTE. Pour autant, aussi bien la situation libanaise actuelle, que la perception par certains de la dimension révolutionnaire anti-occidentale, antisioniste, voire anticapitaliste du Hezbollah, a favorisé deux mouvements de conversion et d'adhésion aux valeurs du Hezbollah, suscitant des soutiens inédits – l'internationalisation de la révolution iranienne au début des années 1980, et la guerre Hezbollah-Israël de 2006. Il est probable d'ailleurs qu'un nouveau conflit contre le Hezbollah, voire une attaque de l'Iran, induirait une troisième vague.

Les chiffres du Pew Center, centre de recherche spécialisé sur la démographie, offrent du moins une base sinon robuste, du moins homogène. Nous fournissons ci-dessous sa perception du « chiisme » (tous courants confondus), en étant bien conscient des nombreuses limites. On notera que le degré de résolution ne descend pas en dessous de 1 % (Source : Pew, *Mapping the global muslim population*, octobre 2009) :

Estimated Percentage Range of Shia by Country

	Approximate Percentage of Muslim Population that is Shia		Approximate Percentage of World Shia Population	
	10-13%		100%	
World Total	10-13%		100%	
Afghanistan	10 - 15		~2	
Albania	<1		<1	
Algeria	<1		<1	
American Samoa	--		--	
Andorra	<1		<1	
Angola	--		--	
Anguilla	<1		<1	
Antigua and Barbuda	<1		<1	
Argentina	<10		<1	
Armenia	<1		<1	
Aruba	<1		<1	
Australia	<10		<1	
Austria	<1		<1	
Azerbaijan	65-75		3 - 4	
Bahamas	--		--	
Bahrain	65-75		<1	
Bangladesh	<1		<1	
Barbados	<1		<1	
Belarus	<1		<1	
Belgium	<1		<1	
Belize	<1		<1	
Benin	<1		<1	
Bermuda	--		--	
Bhutan	<1		<1	
Bolivia	<1		<1	
Bosnia-Herzegovina	<1		<1	
Botswana	<1		<1	
Brazil	<10		<1	
British Virgin Islands	<1		<1	
Brunei	<1		<1	
Bulgarie	10 - 15		<1	
Burkina Faso	<1		<1	
Burma (Myanmar)	<1		<1	
Burundi	<5		<1	
Cambodia	<1		<1	
Cameroon	<1		<1	
Canada	~10		<1	
Cape Verde	<1		<1	
Cayman Islands	<1		<1	
Central African Republic	<1		<1	
Chad	<1		<1	
Channel Islands	<1		<1	
Chile	<1		<1	
China	<1		<1	
Colombia	<1		<1	
Comoros	<1		<1	
Congo	<1		<1	
Cook Islands	--		--	
Costa Rica	--		--	
Croatia	<1		<1	
Cuba	<1		<1	
Cyprus	<1		<1	
Czech Republic	<1		<1	
Denmark	<5		<1	
Djibouti	<1		<1	
Dominica	<1		<1	
Dominican Republic	<1		<1	
Ecuador	<1		<1	
Egypt	<1		<1	
El Salvador	<1		<1	
Equatorial Guinea	<1		<1	
Eritrea	<1		<1	
Estonia	<1		<1	
Ethiopia	<1		<1	
Faeroe Islands	--		--	
Falkland Islands (Malvinas)	--		--	
Federated States of Micronesia	--		--	
Fiji	<1		<1	
Finland	<1		<1	
France	2-3		<1	
French Guiana	<1		<1	
French Polynesia	--		--	
Gabon	<1		<1	
Gambia	<1		<1	
Georgia	15 - 25		<1	
Germany	10 - 15		<1	
Ghana	<1		<1	
Gibraltar	<1		<1	
Greece	10 - 15		<1	
Greenland	<1		<1	
Grenada	<1		<1	

Shia by Country (cont.)

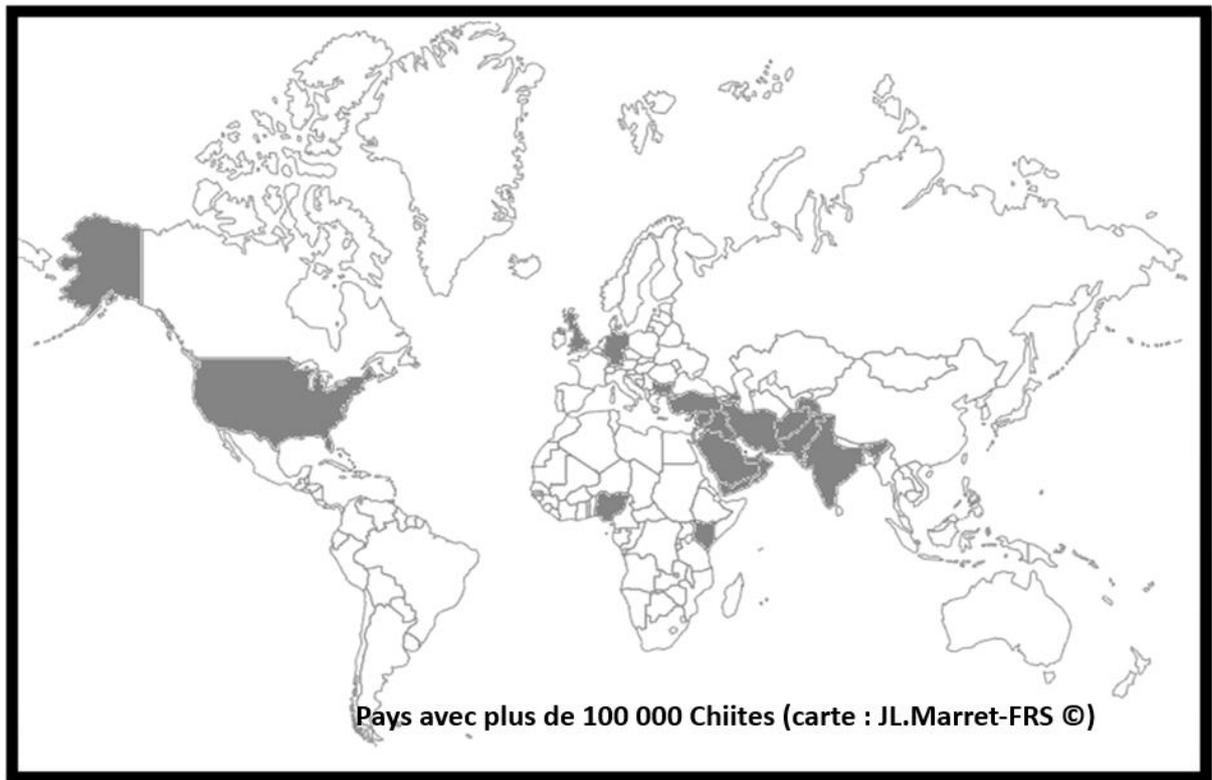
	Approximate Percentage of Muslim Population that is Shia	Approximate Percentage of World Shia Population		Approximate Percentage of Muslim Population that is Shia	Approximate Percentage of World Shia Population
Guadeloupe	<1	<1	Malaysia	< 2	<1
Guam	<1	<1	Maldives	<1	<1
Guatemala	<1	<1	Malta	<1	<1
Guinea	<1	<1	Marshall Islands	--	--
Guinea Bissau	<1	<1	Martinique	<1	<1
Guyana	<1	<1	Mauritania	<1	<1
Haiti	<1	<1	Mauritius	<10	<1
Honduras	<1	<1	Mayotte	<1	<1
Hong Kong	--	--	Mexico	<1	<1
Hungary	<1	<1	Moldova	<1	<1
Iceland	<1	<1	Monaco	<1	<1
India	10 - 15	9 - 14	Mongolia	<5	<1
Indonesia	<1	<1	Montenegro	--	--
Iran	90 - 95	37 - 40	Montserrat	--	--
Iraq	65 - 70	11 - 12	Morocco	<1	<1
Ireland	<1	<1	Mozambique	<1	<1
Isle of Man	--	--	Namibia	<1	<1
Israel	<1	<1	Nauru	--	--
Italy	<5	<1	Nepal	<1	<1
Ivory Coast	<1	<1	Netherlands	<5	<1
Jamaica	<1	<1	Netherlands Antilles	70 - 75	<1
Japan	<1	<1	New Caledonia	<1	<1
Jordan	<1	<1	New Zealand	<1	<1
Kazakhstan	<1	<1	Nicaragua	<1	<1
Kenya	<5	<1	Niger	<1	<1
Kiribati	--	--	Nigeria	<5	<2
Kosovo	--	--	Niue	--	--
Kuwait	20 - 25	<1	North Korea	<1	<1
Kyrgyzstan	<1	<1	Northern Mariana Islands	--	--
Laos	<1	<1	Norway	<1	<1
Latvia	25 - 35	<1	Oman	5 - 10	<1
Lebanon	45 - 55	-1	Pakistan	10 - 15	10 - 15
Lesotho	<1	<1	Palau	--	--
Liberia	<1	<1	Palestinian territories	<1	<1
Libya	<1	<1	Panama	<1	<1
Liechtenstein	<1	<1	Papua New Guinea	<1	<1
Lithuania	10 - 20	<1	Paraguay	--	--
Luxembourg	<1	<1	Peru	<1	<1
Macau	--	--	Philippines	<1	<1
Madagascar	<1	<1	Pitcairn Islands	--	--
Malawi	<1	<1			

Shia by Country (cont.)

	Approximate Percentage of Muslim Population that is Shia	Approximate Percentage of World Shia Population		Approximate Percentage of Muslim Population that is Shia	Approximate Percentage of World Shia Population
Poland	<1	<1	Sweden	20 - 40	<1
Portugal	<1	<1	Switzerland	<1	<1
Puerto Rico	<1	<1	Syria	15 - 20	~2
Qatar	~10	<1	Taiwan	<1	<1
Republic of Congo	<1	<1	Tajikistan	~7	<1
Republic of Macedonia	<1	<1	Tanzania	<10	<1
Reunion	<1	<1	Thailand	<1	<1
Romania	<1	<1	Timor-Leste	<1	<1
Russia	<1	<1	Togo	<1	<1
Rwanda	<1	<1	Tokelau	--	--
Samoa	--	--	Tonga	--	--
San Marino	<1	<1	Trinidad and Tobago	<1	<1
Sao Tome and Principe	<1	<1	Tunisia	<1	<1
Saudi Arabia	10 - 15	1 - 2	Turkey	10 - 15	4 - 6
Senegal	<1	<1	Turkmenistan	~1	<1
Serbia	<15	<1	Turks and Caicos Islands	--	--
Seychelles	<1	<1	Tuvalu	--	--
Sierra Leone	<1	<1	U.S. Virgin Islands	<1	<1
Singapore	<1	<1	Uganda	<5	<1
Slovakia	<1	<1	Ukraine	<1	<1
Slovenia	<1	<1	United Arab Emirates	~10	<1
Solomon Islands	<1	<1	United Kingdom	10 - 15	<1
Somalia	<1	<1	United States	10 - 15	<1
South Africa	<10	<1	Uruguay	<1	<1
South Korea	<1	<1	Uzbekistan	~1	<1
Spain	<1	<1	Vanuatu	--	--
Sri Lanka	<1	<1	Vatican City	--	--
St. Helena	--	--	Venezuela	<1	<1
St. Kitts and Nevis	<1	<1	Vietnam	<1	<1
St. Lucia	<1	<1	Wallis and Futuna	--	--
St. Pierre and Miquelon	<1	<1	Western Sahara	<1	<1
St. Vincent and the Grenadines	<1	<1	Yemen	35 - 40	~5
Sudan	<1	<1	Zambia	<1	<1
Suriname	<1	<1	Zimbabwe	<1	<1
Swaziland	<1	<1			

Pew Research Center's Forum on Religion & Public Life • Mapping the Global Muslim Population, October 2009

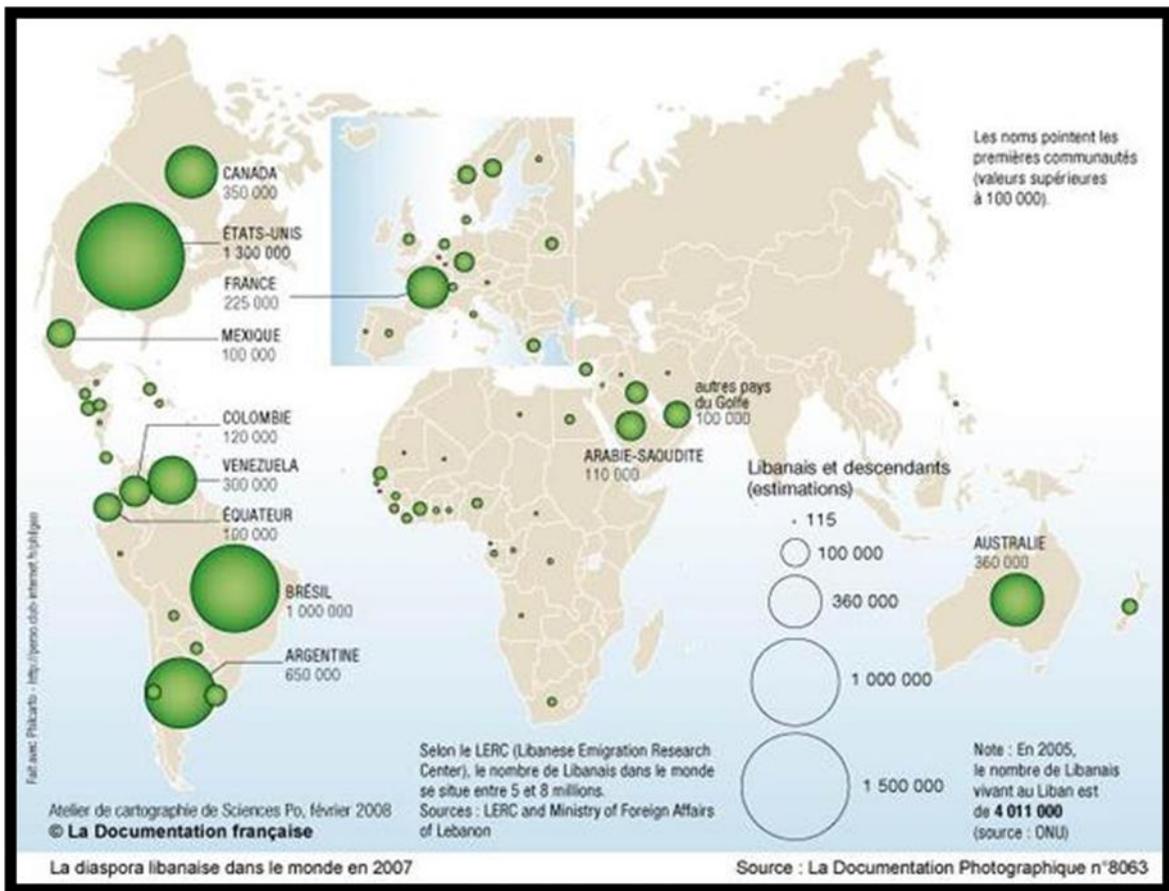
Il nous semble que la carte ci-dessous, déduite des données du Pew Center, permet de comprendre en quoi la démographie du chiisme aujourd'hui, à gros trait, est à la fois historique (Iran, Moyen-Orient, voire Caucase) et diasporique (Europe, Afrique, États-Unis).



L'évaluation de la démographie diasporique libanaise n'est pas non plus aisée, et ce, à peu près pour les mêmes raisons que l'évaluation des populations chiïtes – absence de recensements nationaux, évolution des sentiments d'appartenance et d'identification à la diaspora, hybridation (ainsi aux États-Unis ou au Sénégal). Les diasporas évoluent, s'altèrent, par conséquent les éventuels soutiens et réseaux du Hezbollah aussi. Nous reproduisons ici, là encore à des fins illustratives, une carte de la Documentation française, en date de février 2008, réalisée à partir de sources émanant du ministère des Affaires étrangères libanais et du LERC (*Lebanese Emigration Research Center*). Dit rapidement, la globalisation de la population libanaise n'est pas tous azimuts, mais au contraire, elle privilégie certaines destinations :

- ❖ Amérique du Nord et du Sud,
- ❖ Australie/Nouvelle-Zélande,
- ❖ Europe occidentale,
- ❖ Afrique, en particulier du Nord-Ouest (conséquence de la colonisation française),
- ❖ Voisinage moyen-oriental du Liban.

Sauf exception, il est par conséquent sans doute possible de postuler qu'en général, les soutiens *les plus importants* du Hezbollah doivent émaner des mêmes pays. Toutefois, comme indiqué ailleurs, la résolution permise par notre approche et l'imperfection des sources ouvertes, ne permet pas d'exclure la possibilité d'un réseau ou d'une structure, même embryonnaire, voire un seul individu, apportant son soutien ou étant un relai de l'organisation. On notera par exemple que la Thaïlande est considérée comme un pays où le Hezbollah est présent, tandis que peu de Libanais ou de chiïtes y sont installés.



Il est intéressant d'associer cette représentation cartographique à la liste des pays (6 ?) dont la législation nationale interdit le Hezbollah dans son ensemble comme une organisation terroriste, et pas seulement son « bras armé ». Dans les faits, la distinction est pourtant parfois peu aisée. Ainsi, entre l'intention légale affichée, et la réalité, il y a une grande différence – il y a souvent une tolérance de fait (Pays-Bas ?). Si l'interdiction absolue du Hezbollah en Israël est aisément démontrable, il n'en va pas de même pour d'autres pays. L'existence d'associations de « soutien aux chiites libanais », ou au « Liban-Sud (comme à Washington), ou de « centres culturels » et autres mosquées, rend ce type d'interdiction non pas absolue, mais relative. Par exemple parce que, au-delà d'une interdiction totale affichée, un gouvernement s'aménagera un point de contact légalement acceptable avec le Hezbollah. De même, soit en vertu de ces moyens de surveillance et/ou de l'importance de la population à observer, un État ne pourra qu'avoir une connaissance et un contrôle limités.

On voit donc que les pays associant une interdiction totale et une forte diaspora libanaise sont : les États-Unis, le Canada, Bahreïn et dans une moindre mesure, les Pays-Bas. Les États-Unis et Bahreïn sont dans le même temps parmi les pays qui ont le plus grand nombre de chiites sur leur territoire : même si les spécificités diasporiques locales, les raisons d'arrivée de ces communautés (par exemple : fuite des supporteurs du Chah d'Iran aux États-Unis) sont diverses, il est sans doute possible - si l'on parle de « stock démographique potentiel du Hezbollah par pays » - de considérer que ces deux pays sont sensibles. Ceci sera évidemment recoupé avec d'autres variables ayant trait

par exemple à la situation socio-économique ou à l'intégration des populations concernées.

S'il est difficile d'évaluer la taille de la diaspora libanaise à travers le monde – les chiffres varient entre 3 et 12 millions –, les phases et directions d'émigration sont en revanche davantage connues, en particulier depuis la fin du XIX^e siècle, même si leur composition confessionnelle est délicate à analyser.

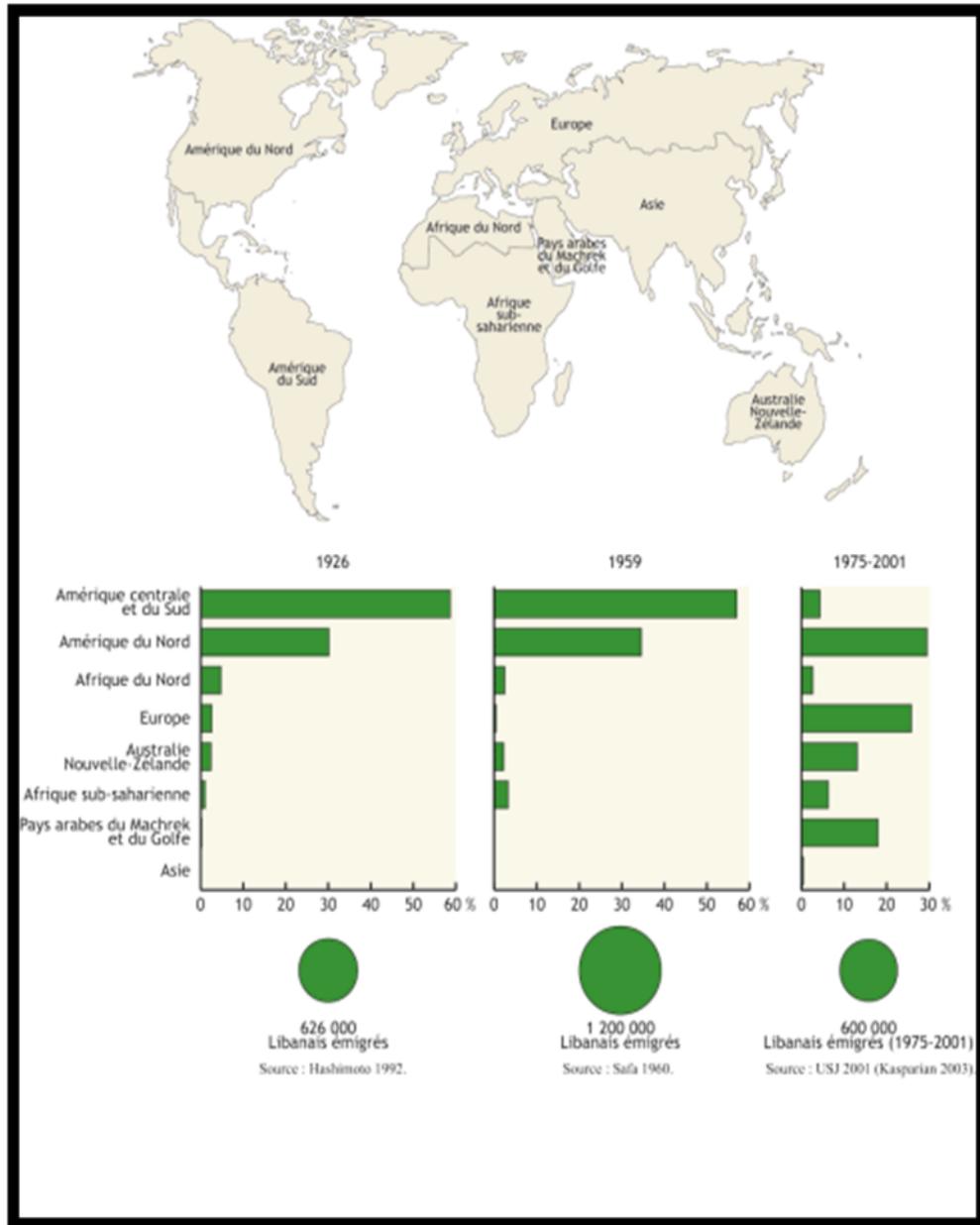
Le premier mouvement d'émigration, à la fin du XIX^e siècle fut chrétien – le Liban faisant partie intégrante de l'empire ottoman et concerna essentiellement l'Amérique latine.

La deuxième vague d'émigration débuta dans les années 1960 et se poursuivit durant la guerre civile libanaise (1975-1990). L'émigration concerna alors l'ensemble des confessions du pays. La diaspora libanaise (*al-intishar*) est aujourd'hui particulièrement présente sur tout le continent américain (Nord (EU et Canada) et Sud – Brésil, Argentine, Colombie, Mexique), en Australie (et Nouvelle-Zélande), en Europe occidentale et du Nord-Ouest (dont la France) ; dans la péninsule arabique, et en Afrique (de l'Ouest principalement).

La plupart des Libanais présents en Amérique latine sont aussi bien chrétiens que musulmans, quel que soit le degré de pratique (ou de non-pratique) religieuse que cela implique. Aujourd'hui, ces Libanais constituent une quatrième génération dont l'ancienneté d'arrivée et par conséquent d'intégration, relativise « démographiquement » la possibilité d'influence et d'activisme du Hezbollah. En revanche, l'arrivée récente de chiites libanais agit comme un renouvellement du vivier des soutiens potentiels.

Les chiites apparaissent comme plutôt surreprésentés en Afrique, tandis que ce sont les sunnites qui le sont plutôt en Australie et Nouvelle-Zélande.

La carte ci-dessous, tiré de l'*Atlas du Liban*, fournit trois évaluations temporelles et géographiques de ces émigrations successives.



La sociologie des minorités actives, des groupes d'intérêt ou des travaux analytiques sur les diasporas en général, et chiite en particulier, mérite une soigneuse prise en compte. Touchant ainsi le cœur du sujet, les liens du Hezbollah avec les diasporas chiites et/ou libanaises²² à travers le monde, le plan théorique initial ne laisse pas d'être lui aussi fort diversifié : la question des liens entre une diaspora et les organisations non étatiques, en particulier dotées d'un bras armé, est complexe et parfois délicate²³. Aussitôt, afin de

²² Pour rappel, les liens de solidarité ne sont en effet évidemment pas entièrement fondés sur des liens religieux ou familiaux.

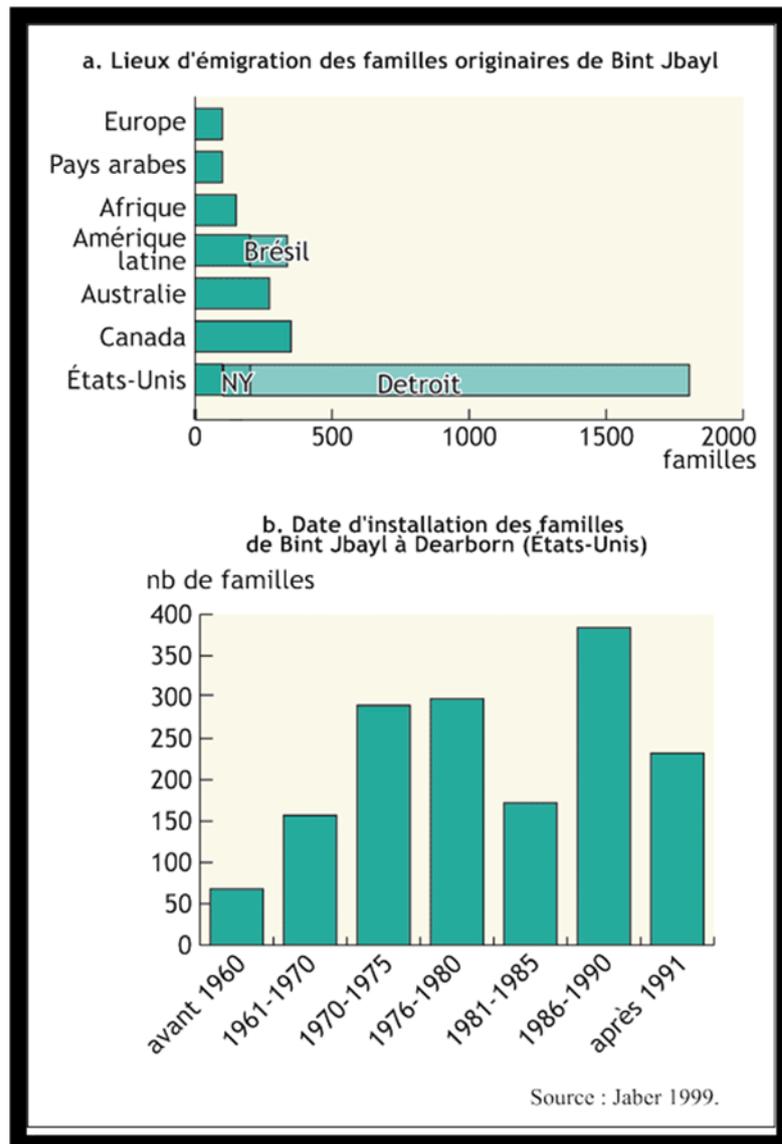
²³ Sur la sociologie des diasporas, les travaux classiques sont fort nombreux. Par exemple : B. H. Edwards, Brent Hayes. « The Uses of Diaspora ». *Social Text* 19, no. 1 (2001), pp. 45-73 ; P. Werbner, « Introduction: The Materiality of Diaspora--Between Aesthetic and 'Real' Politics », *Diaspora n.°9*, no. 1 (2000), pp. 5-20 ; W. Safran, « Diasporas in Modern Societies: Myths of Homeland and Return ». *Diaspora n.° 1*, printemps 1991, pp. 83-99 ; S. Hall, « Cultural Identity and Diaspora ». Dans Jonathan Rutherford (dir.), *Identity: Community*,

lever toute ambiguïté, il convient d'ajouter : toute diaspora est *a priori* pacifique. Elle peut en revanche être traversée, d'une manière en général atténuée, ou moins dramatiquement intense, par les mêmes maux/caractéristiques ou les mêmes acteurs sociopolitiques qui peuvent frapper/ agir dans le pays d'origine. Dans le pire des cas, une diaspora peut être parasitée par des individus radicalisés qui l'utiliseront à des fins militantes, par exemple pour lui soutirer de gré ou de force des soutiens réels ou symboliques, via l'infinité des moyens permis ou interdits par le droit (ou l'absence de droit) local et la formalisation plus ou moins élaborée de réseaux de soutiens, de sympathisants ou de militants. Ainsi, là où le Hezbollah est interdit, des ONG ou associations fournissent un instrument légal, comme aux États-Unis. Ailleurs, comme en France ou en Allemagne, le Hezbollah en tant que tel est légalement toléré, mais dans les faits, dans d'étroites limites comportementales (par exemple, pas de propagande visible ou pas de collecte agressive ou illégale de fonds, etc.). Les zones peu contrôlées et permissives, où les structures étatiques sont soit fragiles soit faibles, favorisent en revanche des activités financières ou politiques plus agressives.

À l'inverse, s'attachant à des micro-communautés, celle des cellules militantes à capacité opérationnelle violente ou de soutien, voire à de simples individus, l'analyse se limitera parfois à ce seul niveau, considérant de manière un peu artificielle que ces individus sont uniques, particuliers et en rien représentatifs de problèmes plus généraux ou plus collectifs. En ce sens, le postulat – répandu – d'individus qui seraient essentiellement caractérisés par l'absence de déterminants locaux ou culturels présente de nombreux avantages et une indéniable pertinence (en particulier concernant la vision du monde des Djihadistes, largement transnationale, mais aussi leur doctrine). Il a aussi des limites : cette approche mésestime l'importance des facteurs locaux de production, en particulier les évolutions diasporiques locales. Ainsi, les caractéristiques des communautés chiites au Sénégal et le rôle socio-économique des Libanais dans ce pays expliquent qu'ici comme ailleurs, la solidarité avec le Hezbollah n'est ni systématique ni inconditionnelle, quoiqu'elle soit intense.

À titre d'exemple, la question des réseaux pro-Hezbollah qui existent dans la communauté libano-américaine chiite aux États-Unis, et en particulier dans le Michigan, est complexe. D'abord, évidemment, cette communauté n'est pas unanime dans sa vision du monde et par conséquent dans son soutien au Hezbollah. Ainsi, le résultat de certaines élections locales (par exemple à Hamtramck) montre que les Libano-américains sur place ne votent pas plus que les autres électeurs et que leur inclination pour des candidats musulmans n'est que relative, au regard des postes municipaux tenus par des musulmans. Ensuite, l'émigration chiite libanaise dans cette zone est assez connue. On voit sur l'histogramme ci-dessous que l'émigration chiite libanaise vers Detroit/Dearborn/Dearborn Heights and Hamtramck a une provenance précise (Bint Jbayl, extrême-sud du Liban, soit la zone la plus exposée à la guerre et aux incursions d'Israël et lieu symbolique de la « résistance » chiite) et des phases assez nettes (1970-1980 et 1986-1990) – nous n'avons pas de chiffres plus récents :

Culture, Difference, Londres, Lawrence and Wishart, 1990, pp. 222-237 ; R. Cohen, *Global Diasporas: An Introduction*. Seattle: University of Washington Press, 1997 ; K. Tololyan, « Rethinking Diaspora(s): Stateless Power in the Transnational Moment », *Diaspora* n.°5, printemps 1996, pp. 3-36.

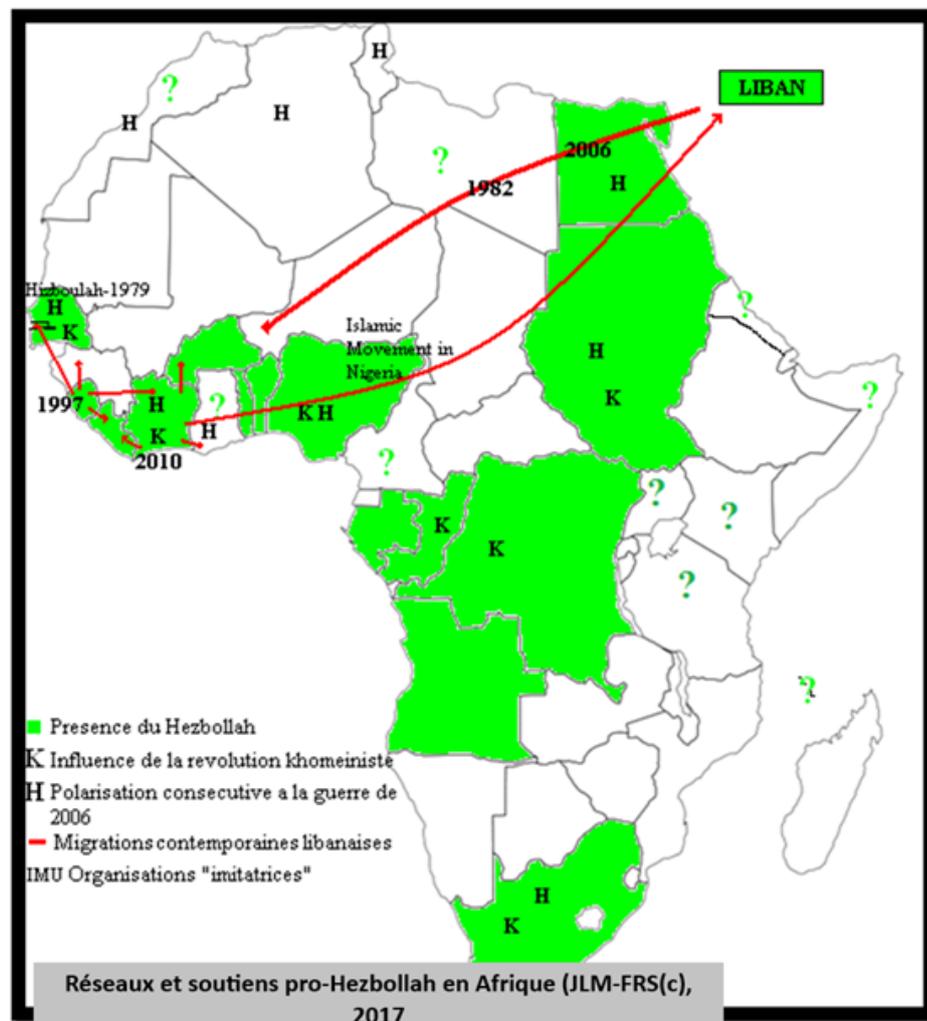


(Source: <http://ifpo.revues.org/docannexe/image/415/img-6.png>)

On notera que le maire de Bint Jbail, Haj Ali Bazzi, décédé en activité et dont les obsèques furent organisées avec un décorum Hezbollahi, était un citoyen américain ayant vécu longtemps à Dearborn...

Autre exemple, la situation et le degré d'activisme du Hezbollah en Afrique coïncident assez systématiquement avec la présence et les caractéristiques des diasporas libanaises/chiites, dont certaines sont installées depuis plusieurs générations (sur la côte d'Afrique du nord-ouest pour l'essentiel) et secondairement, avec le prosélytisme et l'influence iranienne sur ce continent, démarrés avec l'internationalisation du khomeynisme au début des années 1980 et qui produisirent une certaine vague de chiïsation. La guerre de 2006 entraîna une deuxième vague de chiïsation, et, palpable, un courant de sympathie en faveur du Hezbollah dans certains milieux. Les structures observées sur ce continent sont finalement assez semblables à celles observées en AmLat (Amérique latine) : structures entrepreneuriales avec une base familiale,

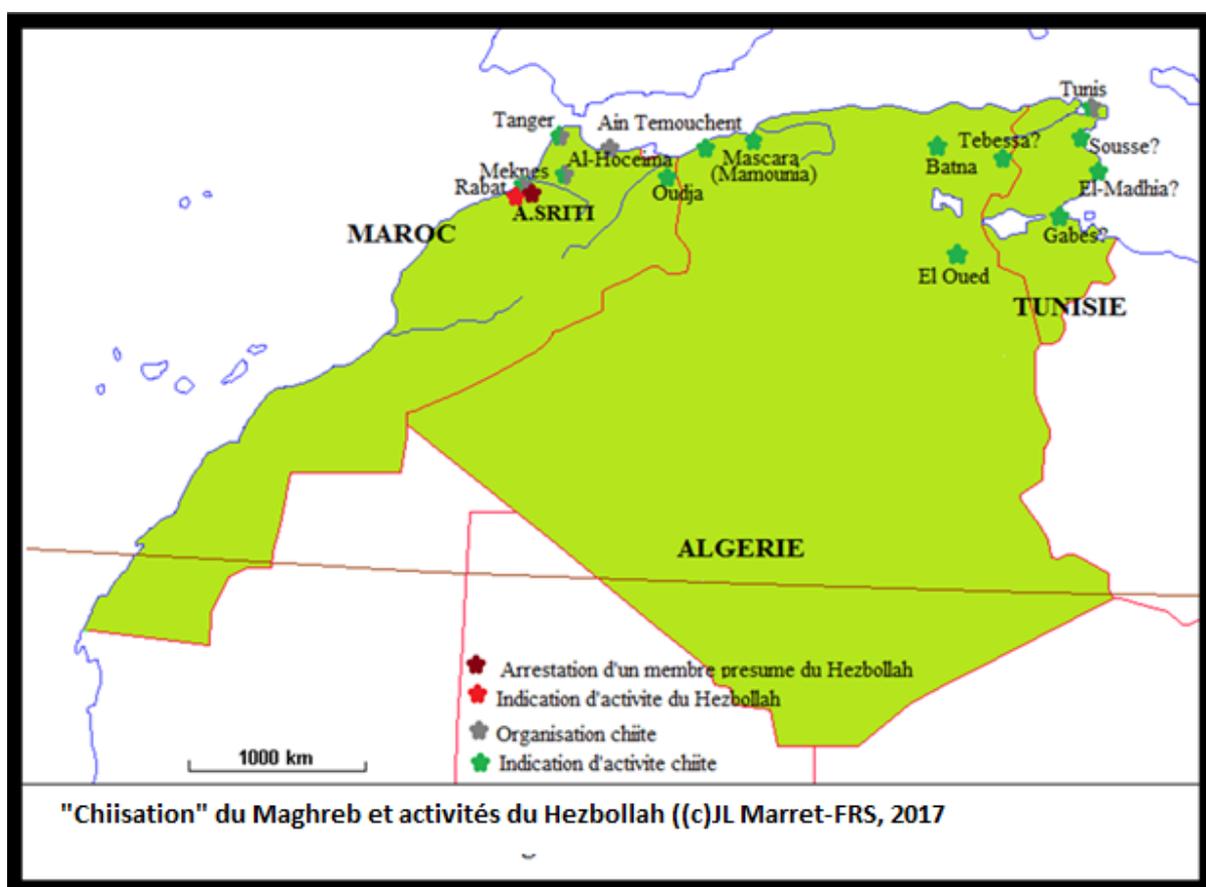
originaire du sud Liban ; représentants officiels de l'organisation ici ou là ; degré d'activisme très variable selon le pays, les moyens potentiels et l'attitude (et les moyens) de l'État considéré. L'économie informelle paraît jouer un rôle encore plus grand qu'en AmLat, sans qu'il soit possible d'affirmer que le Hezbollah ou ses sympathisants tirent profit d'une situation de fait, par exemple en raison de leurs liens parfois ancestraux avec les réalités locales, ou d'un pur pragmatisme. Ce qui est sûr, c'est que le Hezbollah bénéficie d'un capital de sympathie et de moyens de pression symboliques ou réels. Pour autant, la composition, en particulier intergénérationnelle, des diasporas libanaises évolue – l'élément chiite est en augmentation récente, en proportion des tensions et des conflits qui embrasent régulièrement le sud du Liban, mais des hybridations inévitables surgissent aussi, voire des déclassements (par exemple au Sénégal).



Nota bene : les manifestations contre la guerre de 2006 et contre Israël ont été nombreuses et dans le monde entier. Nous n'indiquons ici que les plus importantes – de l'ordre de plusieurs milliers de personnes, ce qui traduit une capacité locale de mobilisation chiite et/ou libanaise importante.

Le chiisme s'est propagé en Algérie, comme dans d'autres pays du Maghreb par l'intermédiaire des réseaux de coopération scolaire en provenance de Syrie et d'Irak

dans les années 1960 (politique d'arabisation). De même, jusqu'au milieu des années 1980, l'Algérie accordait des bourses d'étude aux étudiants chiites libanais²⁴.



Les autorités algériennes exécutives et parlementaires, ainsi que les autorités parlementaires wilayates, paraissent aujourd'hui être préoccupées, au même titre que d'autres formes de prosélytisme, par exemple néo-évangélistes – par les actions en faveur des conversions au chiisme et en particulier aux liens de celles-ci avec « certaines visites de délégations étrangères dans le cadre de réunions scientifiques et culturelles »²⁵. Le niveau est pourtant assez faible, mais ce faible nombre cristallise les fantasmes dans un pays hier ravagé par la guerre civile. Le système politique algérien n'entretient pas non plus avec le Hezbollah la solidarité manifeste qu'il exprimait avec les groupes palestiniens marxistes ou internationalistes dans les années 1970 et pour lesquels certains liens historiques subsistent (Anis Nakkache va ainsi régulièrement en Algérie).

En décembre 2006, face à une certaine polarisation consécutive à la guerre entre le Hezbollah et Israël, les autorités algériennes se sont opposées à une certaine chiisation²⁶,

²⁴ www.mediarabe.info/spip.php?article502

²⁵ Religion.info/french/articles/article_309.shtml, et El Khabar, 12 avril 2007.

²⁶ AlArabyia.net, *L'Algérie prend des mesures pour lutter contre la chiisation*, 18 décembre 2006, consultable sur Mediarabe.info

y compris en utilisant les ressources du Code pénal national²⁷, et ont par exemple muté onze enseignants convertis au chiisme vers des tâches administratives (possiblement à Batna). Le quotidien *Echorouk* souligne – dans son édition du 29 décembre 2009, qu’une « centaine » de familles chiites de la wilaya d’Aïn Temouchent ont fêté Achoura. Des sources – invérifiables²⁸ ou de presse locale algérienne²⁹ – font aussi état d’une activité chiite locale de prosélytisme parmi les notables dans les villes de Mascara et de « Mamounia ». Un article d’*Echorouk* indique le nombre de 50 étudiants algériens à Qom (Iran), en mai 2010³⁰. La wilaya d’El Oued aurait vu apparaître, pendant le mois du ramadan de 2004, des pratiquants chiites locaux, soit d’après l’article qui cite une source officielle, « une lente évolution du courant chiite dans la région sahraouie »³¹. Des sources de presse algérienne identifient aussi un Algérien, devenu chiite et proche de Khomeini à Neauphle-le-château³².

Selon une agence de presse iranienne (IQNA)³³, un premier journal électronique des Chiites serait opérationnel, en Algérie, depuis le début de 2011. Selon « chia-online », d’après les responsables de ce journal intitulé « chia-Tébessa », ce journal électronique, doté d’une liste de divers livres religieux, serait une source importante de références, pour les Chiites et pour les chercheurs de sources chiites pour « l’ensemble du Maghreb ».

Il semble donc que l’existence d’un chiisme d’importation dans le pays corresponde pour l’instant aux actions de même niveau observées dans d’autres pays : adoption par quelques citoyens des rituels chiites iraniens, développement de la foi dans des structures improvisées locales ou internationales, en particulier en Iran, consultation de la littérature chiite sur Internet et des chaînes de télévision type Al-Manar/Al-Alam et tous les documents prosélytes sur tout support (CD, cassettes audio, etc.).

Pour autant, aucune information fiable n’a été trouvée sur le nombre de chiites algériens (des sources de presse, peu fiables, l’évaluent à plus de 4 000) et ceux-ci paraissent dans une défiance envers la société algérienne en raison de leur conversion au chiisme (cf. par exemple la page : « chiite algérien (ne) et fier ! » sur Facebook, au demeurant très peu fréquentée).

Des sources diplomatiques américaines considèrent qu’un large soutien existe dans la population en faveur du Hezbollah, mais qu’aucune association pro-Hezbollah n’est identifiable dans le pays en 2009³⁴. Cela pourrait signifier que les soutiens existant dans la société algérienne passent par des canaux essentiellement informels, « spontanés » (type fabrication et vente de tee-shirts « Hezbollah », etc.), ou non-observés par la

²⁷ <http://www.unhcr.org/refworld/pdfid/49c75c6c5.pdf>

²⁸ Blogs sunnites et sportifs (sic).

²⁹ El-Annabi, 6 janvier 2007 ; www.algeria-events.com, *Shia groups proselytize in Western Algeria*, 6 janvier 2007.

³⁰ www.tamaransset.net

³¹ www.echoroukonline.com/fra/index.php?new=6700

³² Mounadil.blogspot.com, 25 janvier 2007, citant l’Expression.

³³ www.iqna.ir/fr/news_detail.php?ProdID=730776 (daté du 15 janvier 2011).

³⁴ 09Algiers224, 3 mars 2009.

diplomatie américaine. Cela signifie aussi, qu'au-delà d'une solidarité internationale de principe, les courants salafistes restent les principaux attracteurs de la jeunesse algérienne attirée par des solidarités d'essence internationaliste.

En Côte d'Ivoire, la diaspora d'origine libanaise est essentiellement chiite (75 %), provenant principalement de villes du Sud du Liban (Zrariyeh, Nabatiyeh, Tyr...), avec une minorité chrétienne (quelques milliers de personnes), quelques sunnites et familles druzes. Elle est d'environ 60 à 75 000 personnes – Libanais et binationaux. Le poids du chiisme est souvent prépondérant. À la fin des années 1980 par exemple, le Liban nomma dans ce pays un ambassadeur, non-francophone, qui était l'ancien dirigeant de la section jeunesse d'AMAL.

À Abidjan, la communauté libanaise vit dans les quartiers résidentiels de Marcory (le « petit Beyrouth »), Zone 4, Biétry, le Plateau ou Cocody. La communauté n'est pas homogène. Si aujourd'hui les musulmans chiites constituent la large majorité de la communauté, il n'en a pas toujours été ainsi. Souvent d'origine rurale, les derniers arrivants ont un statut social plus modeste que les grandes familles commerçantes installées en Côte d'Ivoire depuis deux ou trois générations. Politiquement, cela se concrétise par deux niveaux d'engagement – une influence au sommet plus importante que le poids démographique réel – ces dernières années plutôt en faveur de Gbagbo ; et à la base, une certaine vulnérabilité et dans le même temps, une difficulté à s'intégrer.

Quelques « clans » (au sens anthropologique) ont fait souche dans le pays : les Ezzedines de Dair Qanun an-Nahr, les Fakhrys et les Bilals de Zrariyah, les Omais de Sa'ida, les Jabers et les Yassines de Nabatiyah et ce, dans des régions spécifiques : les Ezzedines surtout à Gagnoa et Oume, les Fakhrys à Grand Bassam, les Yassines à Agboville, etc. Depuis 1982 (la fuite face à l'invasion d'Israël et une facilité légale d'entrée dans ce pays) et l'arrivée de nouveaux migrants, le poids relatif d'Abidjan est en augmentation. Aujourd'hui, les deux-tiers des Libano-ivoiriens vivent à Abidjan, avec de larges concentrations ailleurs (Bouake, Gagnoa, Daloa, Grand Bassam, Agboville, Man et San Pedro). Dans les villes du nord, seul Korhogo a une population libanaise de taille. Une raison de cette concentration au Sud était la géographie de la production agricole (café, cacao, huile de palme, etc.)³⁵.

³⁵ Chris Bierwirth, « The Lebanese Communities of Côte d'Ivoire », *African Affairs*, vol. 98, no. 390 (jan. 1999), pp. 79-99.



(Diaspora libanaise chiïte en Côte d'Ivoire)(©JL Marret-FRS, 2017)

Un tel poids démographique s'accompagne inévitablement de l'existence de nombreuses organisations, ONG et structures économiques ou socioculturelles – Chambre libanaise de commerce et d'industrie, Union libanaise culturelle mondiale (ULCM) (<http://www.wlcu.com/>), etc. L'une d'elle, au moins, a récemment fait parler d'elle en lien avec le Hezbollah. En mai 2009, un haut dignitaire religieux de la communauté libanaise de Côte d'Ivoire, fut en effet accusé par le Trésor américain d'être l'un des financiers du Hezbollah. Il aurait en effet « accueilli des hauts responsables du Hezbollah en voyage en Côte d'Ivoire et dans d'autres pays de la région pour récolter des fonds pour le Hezbollah »³⁶. Il aurait même contribué au recrutement de militants, possiblement pour rejoindre les activités militaires du Hezbollah – cette dernière information – très sensible - est toutefois invérifiable. Les autorités d'Abidjan, déjà en rupture avec la France, ne pouvaient politiquement pas s'opposer frontalement aux États-Unis sur cette question. Il est possible qu'il ait été demandé à l'imam de renoncer à sa nationalité ivoirienne et que l'imam ait refusé. On notera que moins d'une année après, il fut de retour dans le pays, ce qui indiqua, pour le moins, une nouvelle perception des autorités, possiblement liée au poids électoral de cet imam.

Économiquement, les Libanais ont grandement profité de la vague de privatisations d'entreprises d'État à la fin des années 1990, mais aussi des départs de patrons français dans le sillage des émeutes de novembre 2006. Autrefois limités au petit commerce, ils sont désormais actifs dans des secteurs comme les transports, la finance ou les

³⁶ <http://www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/tg149.aspx>.

hydrocarbures. Selon des experts du Processus de Kimberley - un régime international de certification des diamants bruts, qui réunit gouvernements et industriels du diamant, une activité illégale d'exploitation et de commerce de diamants et de kimberlite, bénéficiait en 2009, au moins, d'une filière libanaise-chiite, "associée au Hezbollah", entre la région d'Odienné (N-O du pays) et Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, l'une des plaques tournantes du trafic³⁷.

Pour prendre un exemple européen, en Allemagne, un rapport d'évaluation de la menace du ministère de l'Intérieur (2008) évaluait publiquement le nombre de militants du Hezbollah (mais qu'en est-il des sympathisants occasionnels ?) à près de 900. L'afflux massif de migrants ces dernières années a singulièrement accru le nombre de Hezbollahi en Allemagne (comme d'ailleurs de beaucoup d'autres organisations politiques non-étatiques, type Hamas et... Daech), selon différentes sources du BundesKriminalAmt (BKA). Leur action, telle qu'elle est perçue par les autorités locales, consiste à organiser des campagnes de grande envergure, tout en évitant de tomber sous le coup de la loi. Ainsi, chaque année, le 23 mai, le Hezbollah organise une journée de la libération à Berlin et des célébrations de la victoire sur une plus petite échelle en province. La présence de parlementaires du Hezbollah est régulièrement notée³⁸. L'auteur a assisté à une de ces manifestations en 2004 à Berlin – la symbolique du Hezbollah n'était pas omniprésente, mais discrète, tandis que la police encadrait les manifestants, filmait l'ensemble, tout en tenant à distance les opposants – en particulier pro-Israël. L'interdiction de la diffusion d'Al-Manar a été prononcée légalement le 29 octobre 2008.

Comme ailleurs, une multitude d'organisations ou d'associations diverses agissent en une *convergence de mobilisation* sur des thématiques proches de celles du Hezbollah. Ainsi, *Al-Qods AG* organise régulièrement une marche pour la paix – concept promu par le protestantisme est-allemand et la non-violence – qui rassemble, outre le cœur des militants et sympathisants, diverses organisations humanitaristes, pro-palestiniennes et/ou de la "gauche démocratique" allemande.

Un bon tiers des membres du Hezbollah réside en Rhénanie du Nord-Westphalie. Comme dans le reste de l'Allemagne, ils restent semble-t-il plutôt dans le cadre de la légalité et n'ont perpétré aucune action violente, ce qui revient à dire qu'ils utilisent l'Allemagne comme une zone pacifiée de rayonnement et - légalement acceptable ? - de financement. Des organisations locales existent – comme à Munster – le point de contact du Hezbollah dans ce pays. La police allemande observe une compétition entre les différentes organisations chiites – Hezbollah, AMAL et les groupes irakiens, compétition qui s'accompagne parfois d'affrontements physiques. Pour autant, les efforts du Hezbollah pour organiser et encadrer les chiites libanais et au-delà, selon les deux rapports cités plus haut, a connu un succès limité, voire un certain ralentissement, y compris des dons.

Les relations actuelles de l'Allemagne et du Hezbollah paraissent en réalité assez positivement compliquées. En échange d'une relative légalité – et tranquillité ?- de comportement, l'Allemagne tolère sur son territoire un nombre élevé de militants – et plus élevé encore de sympathisants – que d'autres pays, y compris voisins, verraient

³⁷ *Africa Mining Intelligence* - Édition française, no. 211, 30 septembre 2009.

³⁸ Bundesministerium des Innern, *Verfassungsbericht*, 2008.

comme un inconvénient, voire une menace. C'est d'autant plus exact que la question du passage à la violence d'un tel nombre d'individus est un problème quasi-démographique et que par le passé, les services allemands ont eu à faire face à des actes et des militants opérationnels très sérieux (Muhammad Hamade, 1987 ; Bassam Garib Makki, mars 1989 ; voire en seconde main, l'attentat du restaurant de Mykonos à Berlin en 1992).

Si l'Allemagne est considérée comme une des principales zones de financement en Europe pour le Hezbollah, sans commune mesure par les structures et les montants, avec l'Amérique latine par exemple ; et si ce pays entreprend régulièrement des missions de bons offices entre le Hezbollah et Israël, elle doit pour autant de temps à autre régulièrement fermer des structures (si celles-ci dépassent une certaine mesure ?).

La complexité des soutiens financiers du Hezbollah

Toute diaspora produit des solidarités symboliques et réelles avec le pays d'origine – y compris sur une base intergénérationnelle –, le cas échéant en passant par une organisation politique, type Hezbollah, qui réussit à quasi-monopoliser ces soutiens.

Le « financement du Hezbollah » est pour autant une expression qui en soit est une manière de simplifier la réalité. En effet, l'extrême diversité organisationnelle du Hezbollah, entre bras armé illégal dans de nombreux pays, et bras politique ou caritatif (légal dans de nombreux pays), l'inclination libanaise pour les petites structures économiques de profit, sans parler de l'absence de transparence comptable ou légale dans de nombreux pays africains ou arabes, font qu'il est impossible à l'équipe de fournir une estimation des financements qui vont au Hezbollah. Au demeurant, l'analyse habituelle américaine ou israélienne du Hezbollah fait que la caractérisation d'un financement du Hezbollah est systématiquement « optimisée », en raison de l'agenda politique de ces deux pays, ce qui entraîne sans surprise une surreprésentation des exemples criminels de financement (drogue, trafics divers, etc.).

La « sphère Hezbollah » est un univers composite, évolutif, en partie transparent et en partie opaque, en partie légal et illégal, mêlant micro- et macro-financement qu'il est difficile de suivre et d'analyser. De ce point de vue, il ne suffit pas de démanteler des réseaux transnationaux de financement pour supprimer le financement, tout simplement parce que c'est structurellement impossible : la question de l'identification de l'émetteur est parfois insoluble (comment détecter un sympathisant du Hezbollah, qui père de famille, organise une collecte familiale afin de financer une école dans le Sud de Beyrouth ?), de même que le destinataire (l'entreprise de maçonnerie employée en l'espèce sera ou non liée au Hezbollah). Les donateurs non-intentionnels parmi les diasporas sont ainsi inévitables et les volumes de capitaux arrivant *in fine* au Hezbollah, sont par définition inévaluables. La question est pourtant fondamentale si l'on considère que selon le FMI, les envois de fonds par les expatriés représentent chaque année une moyenne de 20 % du PNB libanais³⁹.

Et qu'en est-il de l'économie informelle – cet immense et universel entrelacs d'activité de la débrouillardise, par définition inévaluable, car sans aucun canal bancaire ni comptabilité un peu normative ? À économie informelle, transactions informelle ou coutumières. Le système de l'*Hawala* pour les transferts d'argent est certainement un

³⁹ FMI, Fiscal sustainability in remittance-dependant economy, sept. 2009.

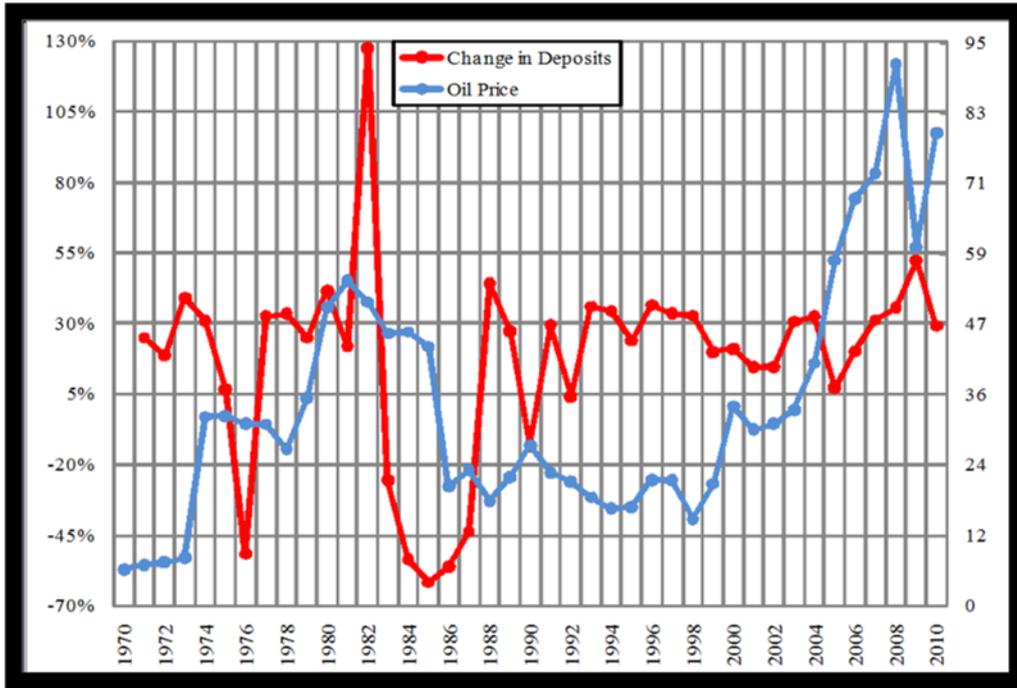
des éléments importants des circuits de financement du Hezbollah, hors des économies développées, spécialement pour les formes de micro-financement⁴⁰.

L'observation des structures bancaires, par exemple l'omniprésence de banques sénégalolibanaises au Liban permet, certes, d'avoir une localisation de certains points de passage de financement et, partant, des indicateurs d'alerte, pour faire simple. Mais il nous apparaît qu'une approche trop soucieuse d'identifier ou de représenter des liens avec le Hezbollah est lacunaire en surreprésentant l'aspect criminel et en laissant de côté les financements informels et les micro-financements, sans parler de l'essentiel, le *Khoms* ou financement d'ordre religieux chiite. Or, il n'est pas certain qu'au total que ces derniers types de financement soient inférieurs aux premiers. En revanche, sur-rechercher et sur-communiquer sur le démantèlement de réseaux criminels permet de justifier une approche instrumentale du Hezbollah et à le criminaliser.

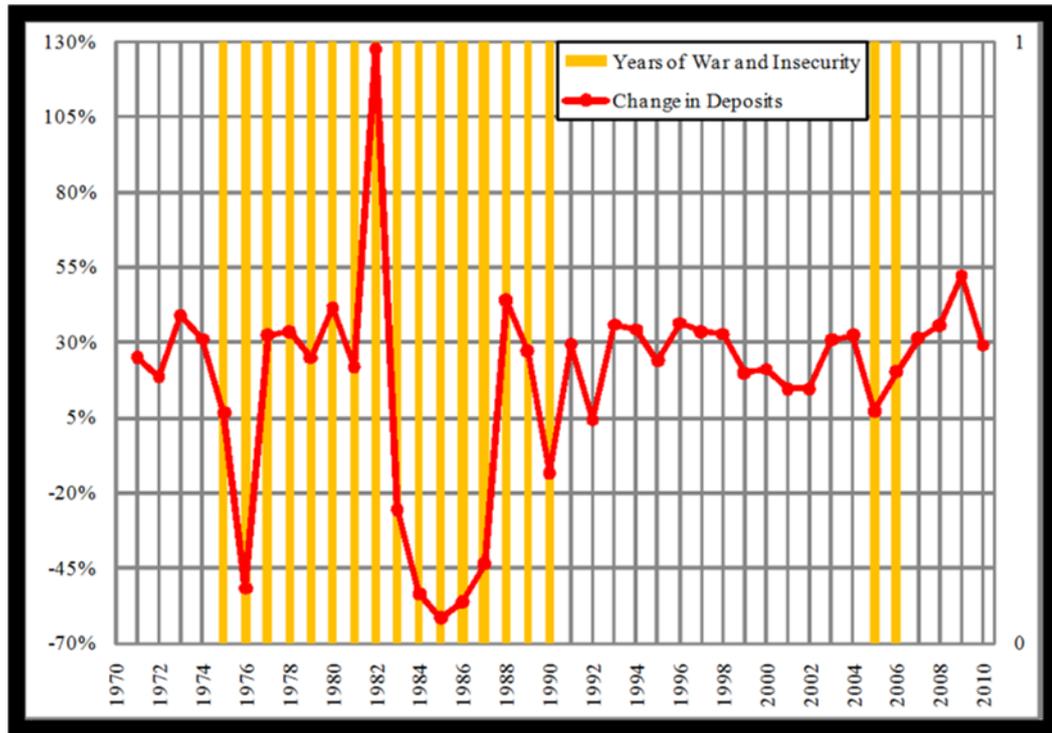
Au demeurant, une lecture « criminelle des flux de financement étrangers » (et diasporiques) vers le Liban est insuffisante, voire biaisée. Ceux-ci ne sont pas d'abord le produit de l'activisme du Hezbollah à travers le monde, mais de variables lourdes, comme les évolutions du prix du pétrole, une variable exogène directe déterminante des influx de capitaux étrangers au Liban. Une augmentation de 1 % du prix du pétrole augmente de 0,32 % les dépôts sur la période de 1974-2010, une augmentation limitée à 0,25 % pendant les années de crise⁴¹. Au demeurant, si les capitaux étrangers, y compris diasporiques ont grandement bénéficié au Liban, tandis que l'épargne locale mesurée est proche de zéro, ils ont aussi créé des tensions spéculatives dans certains secteurs (immobilier pour l'essentiel) et sur les outils monétaires (taux de change). En conséquence, entre la fin 2008 et la fin 2010, les dépôts privés bancaires ont augmenté de 30 milliards de dollars et le nombre des transactions immobilières enregistrées par an a augmenté de 66 % entre 2007 et 2009. En revanche, la distribution de rentes, en particulier dans le secteur public, est influencée par des facteurs politico-confessionnels et des acteurs privés, en particulier dans le secteur bancaire et l'immobilier.

⁴⁰ Interpol General Secretariat, janvier 2000.

⁴¹ Source Banque mondiale, 2012.



(Ratio des dépôts de change rapportés au PNB (colonne de gauche) et des prix du pétrole en dollars constants (colonne de droite) - (Source : Banque mondiale et Banque centrale du Liban, 2011).



(Ratio des dépôts de change rapportés au PNB (colonne de gauche) et les années de crise ou de conflit) (Source : Banque mondiale, 2011).

Dans le cas du Hezbollah, il y a bien sûr un particularisme théologique de financement lié au chiisme – le Khoms, l'impôt du cinquième non pas sur l'ensemble des revenus mais sur les profits ou sur un gain de jeu, et à verser soit à des personnalités ou

organisations chiites estimées (par exemple la *marjayya* de Sistani) soit identifiées localement, dans notre cas de figure, comme représentant le Hezbollah, ou des associations liées, soit à soutenir des actions au Liban. Une réorientation des flux chiito-libanais de khoms eut lieu lorsque le Hezbollah a expliqué qu'il ne considérait pas le chiisme iranien comme la seule source jurisconsulaire de tous les musulmans⁴². La nomination de Nasrallah en mai 1995 à la tête du Hezbollah et du cheikh Muhammad Yazbik au conseil religieux, comme adjoint de Nasrallah pour la religion (*wakilayn shar'yyan*) au Liban⁴³, accorda au Hezbollah des prérogatives spéciales et même une délégation de responsabilité (*taklif shar'i*) qui indique une certaine indépendance dans l'action pratique. Ainsi, le Hezbollah put consolider ses finances dans la mesure où les chiites libanais qui suivaient la *marja* de Khamenei, y compris pour l'aumône (zakat) et la loi religieuse (sharia), orientèrent leur taxation islamique vers le Hezbollah.

Il nous apparaît que l'activité économique islamique (« le business halal ») a été sous-estimée en général, y compris par notre étude. Une des raisons, mentionnée plus haut, est que ce type de micro-financement est probablement sous-estimé par les services compétents, mobilisés peut-être davantage sur la détection de gros réseaux transnationaux criminels, quand ce type d'activité n'est tout simplement pas légal. Au demeurant, le caractère identifiable d'un tel mode de financement, spécialement dans un pays où le Hezbollah est tout ou partie légal, peut être considéré paradoxalement comme concurrençant des activités radicales, voire djihadistes sunnites.

D'autre part, il est difficile de distinguer des structures types parmi les cas documentés et criminels associés au Hezbollah. Il nous semble y avoir plutôt une surreprésentation de structures familiales ou amicales de financement. Les personnes non-chiites et non-libanaises *dans ce cas* doivent représenter moins de 5 pour cent des personnes incriminées, spécialement en Amérique latine et en Afrique du Nord-Ouest, la plupart du temps comme facilitateur de contact avec les populations autochtones. En revanche, il est possible que certaines analyses exagèrent l'importance de l'implication de militants du Hezbollah, ou qu'elles l'extrapolent pour qualifier l'ensemble du réseau de « Hezbollah ». Sans parler de la possibilité qu'un individu, spécialement chiite et libanais, soit par exemple impliqué dans du trafic de stupéfiants et qu'il se donne un supplément d'âme en versant sa contribution religieuse au Hezbollah, sans que celui-ci soit au courant. C'est d'ailleurs une des réponses habituelles du Hezbollah pour nier toute implication ou responsabilité.

Enfin, il est frappant de constater une sous-représentation, parmi les informations que nous avons collectées et analysées, d'affaires de racket. Certaines organisations politiques violentes sont davantage réputées recourir à cette forme de collecte d'argent – ainsi le PKK –, mais il est vrai que cette organisation ne dispose pas d'un concept théologique (le khoms) pour motiver les financeurs potentiels. Le racket doit pourtant possiblement exister. La vulnérabilité des expatriés ou diasporas libanais ayant encore de la famille au Liban pourrait clairement être considérée comme évidente. Mais à commerce illégal – diamants, évasions fiscales, économies informelles, etc. –, discrétion obligée, ce qui rend ce type de pression éventuelle à peu près invisible.

⁴² Nasrallah, NBN, 4 August 2002.

⁴³ *Al-Safir*, 18 May 1995.

Hezbollah et solidarités internationales

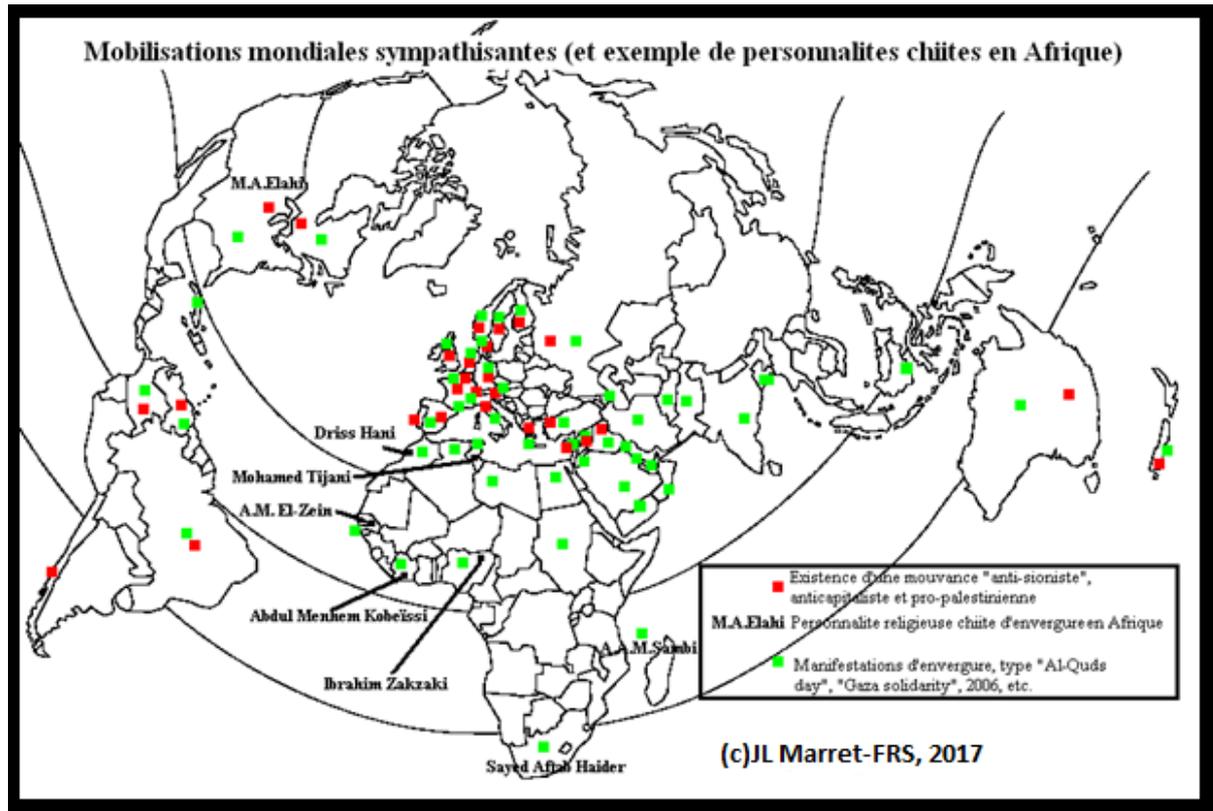
Au-delà de son socle démographique diasporique, le Hezbollah bénéficie par son aura de résistance de soutiens non-diasporiques à travers le monde.

Une solidarité de résistance antisioniste en arrière-plan anti-occidental et anticapitaliste. Nous avons vu qu'il peut y avoir des liens avec certaines franges d'ultragauche anticapitaliste. On l'a vu au Canada avec l'organisation *Tadamon !* Après tout, en 2009, 400 délégués du monde entier participèrent à Beyrouth au Forum international pour la résistance. Le Hezbollah était largement représenté, ainsi que le gouvernement du Venezuela⁴⁴. De ce point de vue, une attaque contre le Hezbollah, davantage encore que de l'Iran ?, cristalliserait dans ces franges-là une solidarité qui pourrait s'incarner de diverses manières, en particulier sous forme de protestation publique (comme en 2006).

Nous pensons avoir sous-estimé un soutien de moindre mesure provenant des franges extrémistes de droite, ici en vertu de l'antisémitisme. Cela existe pourtant.

Enfin, ce que nous avons appelé le mouvement ou l'effort de chiisation, en particulier via les structures prosélytes iraniennes, mais aussi des personnalités morales et religieuses émergentes ou leaders de communautés locales, souvent formées par l'internationalisation de la révolution iranienne, en particulier en Afrique, fournit aussi, mais via le chiisme, plutôt que les liens diasporiques, des soutiens au Hezbollah, soutiens qui eux aussi pourraient s'accroître en cas de conflit. Le Hezbollah, sa « victoire » de 2006, sa résistance, l'esthétique de son drapeau sont considérés par certains cercles comme un modèle.

⁴⁴ B. Cecil, « Anti-imperialists Unite at Beirut forum », International Action Center, 21 janvier 2009.



La question des liens entre le Hezbollah (considéré ici *largo sensu*, y compris avec ses réseaux de soutien logistique et prosélytes), et d'autres organisations politiques, violentes (et/ou criminelles) est à la fois une évidence et un défi lorsque l'on parle d'indicateurs de rapprochement ou de compatibilité ou encore de convergence. Les sources, en effet, sont peu nombreuses touchant un domaine par définition illégal et secret. Différents défis se posaient : Existe-t-il des liens avérés ? Quid de l'évaluation des sources sur le sujet ? Il va de soi, encore une fois, que certains instituts dramatisent systématiquement le sujet. Existe-t-il ou non une compatibilité religieuse ou doctrinale ? Existe-t-il des synergies possibles dans l'agenda politique ? Existe-t-il des intérêts à coopérer ponctuellement ou systématiquement ? Dans quel(s) domaine(s) ?

D'abord, une évidence : le Hezbollah a des liens politiques et gouvernementaux avec les membres de sa coalition, en tous les cas, tant que le gouvernement existe, et avec d'autres organisations satellites et/ou financées par l'Iran (et ce, alors même qu'elles sont sunnites), par exemple :

a) Dans la région du Moyen-Orient :

- En Irak, l'Armée du Mahdi, puis Asa'ib Ahl al-Haq (Khazali), « Brigade du jour promis » et la Kataib Hezbollah.
- Dans la région moyen-orientale, avec les réserves mentionnées au cas par cas (autonomie concrète ou non, objectif partiellement locaux ou non) – les « Hezbollah » locaux, qu'ils soient autorisés ou, le plus souvent, interdits.

b) Dans le reste du monde, certaines organisations ou groupe d'inspiration hezbollahi ont émergé progressivement au point parfois de cristalliser une opposition frontale et organisée envers l'État central :

Citons le mouvement houthiste au Yémen, au premier chef,

Mais aussi des structures un peu baroques pour l'instant :

- Le Mouvement islamique au Nigeria
- Le Hezbollah parichinar au Pakistan

Soulignons l'existence de groupes d'imitation, qui furent ou sont autant d'indices du romantisme politique et de l'intérêt à récupérer la thématique et la symbolique Hezbollah pour certains entrepreneurs politiques : les Hezbollah-Venezuela et Hezbollah-Sénégal.

Certaines sources ont enfin parfois associé le Hezbollah-global à des organisations criminelles structurées – ainsi l'Oficina de Envigado (Naro).

Conclusion : Hybridations diasporiques et évolutions des mobilisations

Encore une fois, le Hezbollah est une organisation complexe, très globalisée, transnationalisée, mais en partie seulement : si ses soutiens et relais sont omniprésents parmi les diasporas chiites libanaises, le cœur de son soutien, il n'est pas présent partout, dans la mesure où ces diasporas ne le sont pas elles-mêmes. En outre, classiquement, la sociologie intergénérationnelle de ces diasporas change avec le temps, leur culture tend à hybrider localement ; la solidarité avec le sud-Liban tend à s'estomper sur le long terme, seulement renouvelée ou maintenue par les arrivants récents. Ainsi, par exemple, l'*habitus* des Américains-libanais nous a paru particulièrement hybridé, compte tenu des caractéristiques intégratives fortes des États-Unis (aussi bien la gestuelle, les formes de langage que les représentations mentales du sanctuaire du Liban-sud). Il tend peu à peu à s'estomper, à changer, seulement ancré dans le souvenir de la solidarité par l'action d'associations, ou via le biais de personnalités influentes, généralement religieuses, qui rappellent la norme ou la sacralité – de ce point de vue, pour ces populations, les soutiens et sympathies envers le Hezbollah et le Liban-Sud (ce qui n'est somme toute pas identique entièrement), passe d'abord par la référence libanaise-chiite. Donc, sur le long terme, de l'ordre de plusieurs décennies, le Hezbollah ne peut essentiellement compter que sur des vagues d'émigrations nouvelles à travers le monde et le retardement actif via l'encadrement et les pressions symboliques de la démobilisation – Nous considérons que c'est très caractéristique de toutes les organisations politiques non-étatiques transnationalisées sur un substrat diasporique (LTTE, PKK), etc.

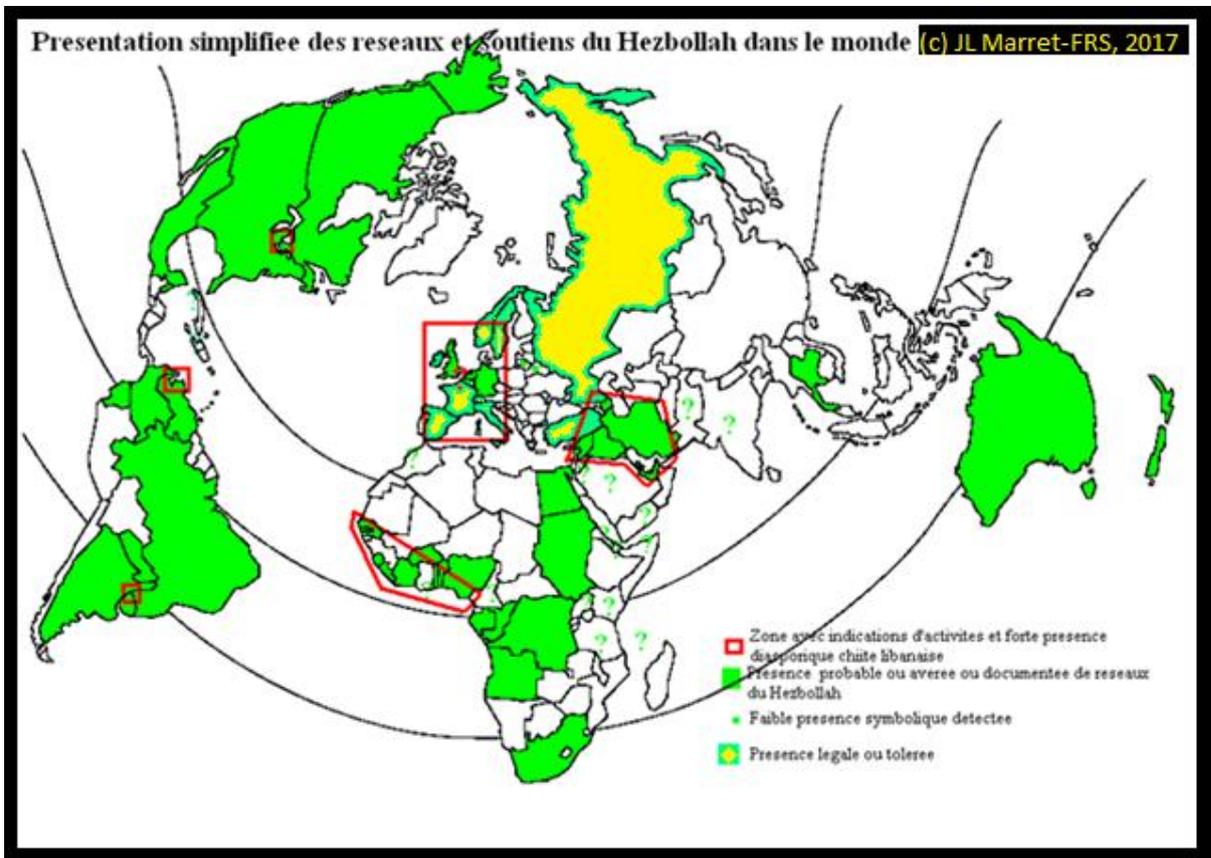
Or, c'est une variable lourde, difficilement influençable, déterminée par les conditions socioéconomiques et démographiques et, ponctuellement, mais de manière décisive, par les conflits frappant le Liban-sud en particulier (nous y reviendrons ci-dessous).

Cette hybridation et perte des valeurs, via par exemple le développement économique, la réussite sociale intergénérationnelle dans le pays d'accueil, est vrai pour d'autres pays (ainsi le Brésil), au point d'ailleurs que dans ces communautés relocalisées surgissent et se développent des contre-pouvoirs au Hezbollah. La situation en Europe est probablement assez comparable à celle qui prévaut dans les Amériques, mais nécessiterait un examen plus approfondi que ce qui a été fait ici.

Cette hybridation est plus lente en Afrique, et spécialement dans sa partie francophone où se trouve l'essentiel des diasporas chiites-libanaises ou libanaises. Ceci est dû à plusieurs raisons, certaines produites par la colonisation – les Libanais ont suivi le colon français et occupé l'espace professionnel et économique qui leur était laissé – comptoirs et commerce – sur 50 ou 60 ans, certaines familles ont brillamment réussi, au point d'influencer le devenir des pays africains, mais les Libanais souffrent parfois d'une certaine mauvaise perception qui contribue à limiter l'hybridation observée sur d'autres continents. Enfin, la compétition accrue provenant de certaines ethnies africaines occupant des activités économiques voisines de celles des « Libanais », voire l'augmentation de la présence chinoise *in situ*, entraîne des tensions et des replis, voire ici ou là, par exemple au Sénégal, des phénomènes d'appauvrissement qui peuvent entraîner un repli-refuge sur l'identité et le mythe interfamilial du Hezbollah et du Liban-Sud.

Les « derniers arrivants », les vrais supporteurs du Hezbollah, arrivent au gré des conflits qui frappent le sud du Liban, et ce sur quelques années. Ainsi, paradoxalement tout conflit sur le sol du Hezbollah, « exporte » à peu près immédiatement un stock de populations sympathisantes à travers le monde, que le dynamisme démographique chiite libanais amorti au Liban. Nous avons vu cet effet, de manière fragmentée, mais pays par pays, pour le début des années 1980 et 2006. Nous considérons qu'un nouveau conflit, comparable en intensité, produirait le même effet.

Pour autant, la population chiite libanaise dans le monde n'a pas une distribution harmonieuse et l'existence de « hub » régionaux (cf. carte ci-dessous) souvent frontaliers ou côtiers (AmLat et région américano-canadienne), la région moyen-orientale ou l'Europe et l'Australie, concentrent de grands effectifs intergénérationnels qui sont, dans les limites expliquées ci-dessus, des régions où une surreprésentation d'éléments de soutiens et de sympathie sont plutôt observables.



Dans les pays pour lesquels nous n'avons pas trouvé d'activité associable au Hezbollah, directement ou indirectement, une stricte analyse de sécurité doit considérer qu'une présence minimale ou symbolique du Hezbollah, par simple prudence, doit être envisagée partout – y compris dans les pays comme le Portugal ou l'Autriche où même l'analyse de renseignement n'observe rien de tel. Au-delà des variables lourdes, il existe un ensemble de micro-activités ou d'initiatives individuelles qui ne sont pas détectables, car par exemple légales ou anodines.